

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LES DROITS D'AUTEUR

SUR

## LES LETTRES MISSIVES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
ÈS SCIENCES JURIDIQUES

*Présentée et soutenue le mercredi 26 mai 1920, à 2 heures*

PAR

**Pierre GLOMOT**

---

*Président : M. CAPITANT, Professeur*

*Suffragants* { MM. PIÉDELIEVRE, Professeur  
RIPERT, Agrégé

---

PARIS

JOUVE & C<sup>IE</sup>, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI<sup>e</sup>)

---

1920



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT  
ÈS SCIENCES JURIDIQUES



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LES DROITS D'AUTEUR

SUR

## LES LETTRES MISSIVES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
ÈS SCIENCES JURIDIQUES

*Présentée et soutenue le mercredi 26 mai 1920, à 2 heures*

PAR

**Pierre GLOMOT**

---



*Président : M. CAPITANT, Professeur*

*Suffragants* { *MM. PIÉDELIÈVRE, Professeur*  
*RIPERT, Agrégé*



PARIS

JOUVE & C<sup>IE</sup>, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI<sup>e</sup>)

—  
1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*

# LES DROITS D'AUTEUR

SUR

## LES LETTRES MISSIVES

(ÉTUDE DE JURISPRUDENCE)

« L'étude des textes... c'est le chemin le plus court pour tout genre d'érudition. »

(LA BRUYÈRE, *De Quelques usages*).

---

### INTRODUCTION

---

Le but de cette thèse est de rechercher comment la jurisprudence traite l'auteur de lettres missives par rapport à l'auteur d'« écrits en tout genre » qui, lui, est protégé par le décret des 19-24 juillet 1793, notre texte fondamental en matière de *propriété littéraire* (1).

§ 1<sup>er</sup>. — *De quelles lettres nous entendons nous occuper*

Nous ne nous occuperons pas de certaines catégories de lettres qui sont, sans aucun doute possible,

---

1. Nous emploierons cette expression, malgré son inexactitude, à cause de sa commodité.

protégées par les lois relatives aux droits d'auteur.

Tels sont, évidemment, les ouvrages de littérature écrits sous forme de correspondance entre personnages imaginaires, comme les « Lettres de Louis de Montalte à un Provincial de ses amis », comme les « Lettres Persanes », la « Nouvelle Héloïse ou Lettres de deux amants ».

Telles sont aussi les « lettres ouvertes » où l'auteur s'adresse à un correspondant réel, constitué souvent par une collectivité. Mais ces lettres n'ont d'épistolaire que la forme. Le destinataire véritable, c'est le public. Tel est la « Lettre à M. d'Alembert sur l'art. Genève » (dite lettre sur les spectacles) (1), la lettre de J.-J. Rousseau à Christophe de Beaumont, « en réponse à l'anathème prononcé contre l'Emile ». Telle, encore, la « Lettre à l'Académie » de Fénelon.

Nous ne nous occuperons pas non plus des lettres qui sont adressées au destinataire en exécution d'un contrat, comme les « Lettres de Paris » qu'envoient aux journaux de province leurs correspondants parisiens. Ce sont là des œuvres littéraires au sens du décret de 1793.

Nous laisserons également de côté les dépêches et informations de presse qui sont transmises par les

---

1. La lettre sur les spectacles fut adressée à d'Alembert et non à l'archevêque de Paris, comme le disent Deffis (Pataille 70.97) et plusieurs autres auteurs après lui.

agences aux journaux abonnés. Elles sont l'objet d'une jurisprudence particulière (1).

Ni les correspondances ayant trait à des relations d'affaires, ni les lettres destinées à servir de preuve au destinataire — ou dont celui-ci a le droit de se servir comme preuve — ne nous retiendront davantage.

Voici le problème que nous nous posons :

Il s'échange entre correspondants véritables (souvent sans arrière-pensée littéraire, dans le seul but de se transmettre pensées, impressions, nouvelles) des lettres privées capables d'intéresser le public comme présentant un intérêt psychologique, littéraire, historique ou simplement anecdotique. Quels droits possède leur auteur relativement à leur publication ? Comment pourra-t-il faire protéger l'œuvre de son esprit, si modeste soit-elle ?

## § 2. — *Intérêt de notre sujet*

Les lettres missives capables d'intéresser le public sont plus nombreuses qu'on ne le croit.

La correspondance des grands écrivains et des personnages de l'histoire forme une première caté-

---

1. Voir notamment les arrêts de Cassation suivants : 8 avril 1861 (S. 62.1.253) ; 23 mai 1900 (S. 01.1.89) ; 18 mars 1908 (S. 10.1.233) et note 5 Naquet.

gorie de lettres qui ont de tout temps captivé le public.

Mais, aujourd'hui, particulièrement, où les lecteurs, devenus innombrables, aiment à savoir comment les personnages célèbres (quelles que soient l'origine et la durée probable de cette célébrité) se comportent dans la vie intime, ce n'est plus seulement celles de leurs lettres possédant une valeur littéraire ou historique intrinsèque, ce sont leurs missives les plus quelconques qu'on sera tenté de publier, au risque de compromettre la réputation de leur auteur. Source inépuisable de procès.

L'époque contemporaine n'est pas seulement marquée par ce désir vicieux de connaître les petits côtés des hommes connus. Le nombre des gens capables de tenir une plume à peu près correctement s'est considérablement accru depuis un siècle. Que des circonstances favorables se produisent, que de graves événements surgissent qui séparent des êtres tendrement unis ; et d'innombrables lettres s'échangent entre les absents, parmi lesquelles il y a des pages admirables de vérité et de naturel, d'observation précise, qui constituent des documents psychologiques et historiques précieux. La dernière guerre a suscité semblable éclosion de correspondances. A la veille du départ de la dernière Chambre (1), quelques députés ont déposé une pro-

---

1. Octobre 1919.

position de loi, tendant à ce que l'Etat publie un choix de lettres des combattants.

L'intérêt général et actuel de notre sujet ainsi indiqué, nous rechercherons successivement :

1° Si les lettres missives sont susceptibles de propriété littéraire ;

2° La réponse étant affirmative, si et dans quelle mesure nos lois sur les droits d'auteur s'appliquent aux lettres missives ;

3° De quelle protection jouit l'auteur de lettres missives, abstraction faite des lois sur la propriété littéraire ;

4° Quelle est la situation des tiers vis-à-vis du droit de publication dont jouit l'auteur de lettres missives.

---



## PREMIÈRE PARTIE

### Les lettres missives sont-elles susceptibles de propriété littéraire?

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LOIS ET TRAVAUX LÉGISLATIFS

Les lettres missives sont-elles susceptibles de propriété littéraire ?

La loi ne répond pas à cette question. Le décret des 19-24 juillet 1793 qui consacre, aujourd'hui encore, les droits des auteurs sur leurs œuvres, parle d'une manière générale des « écrits en tout genre », sans préciser si les lettres missives rentrent parmi ces écrits. On interrogerait en vain le rapport de Lakanal sur lequel ce décret fut adopté. Ce rapport ne jette aucune lumière sur notre question.

Ni la loi du 14 juillet 1866 sur les droits des héritiers et des ayants-cause des auteurs, ni les travaux préparatoires de cette loi ne nous renseignent davantage.

Cependant, au siècle dernier, diverses commissions, chargées de rédiger des projets de loi sur la propriété littéraire, se sont demandé s'il ne convenait pas d'accorder aux auteurs de lettres missives la même protection qu'aux autres auteurs.

A. — Vers la fin de 1825, sur l'ordre de Louis XVIII, une commission (1) fut chargée de préparer un projet de loi, qui embrassât tout ce qui touche à la propriété littéraire. Présidée par le vicomte de La Rochefoucauld, elle était composée de pairs de France, de députés, de conseillers d'Etat, de maîtres des requêtes, de membre des quatre académies auxquels on avait adjoint des représentants des libraires et des auteurs dramatiques et l'acteur Talma.

Dans sa neuvième séance tenue le 13 février 1826, la Commission eut à délibérer sur le point suivant (2) : « Le possesseur d'un ouvrage posthume sera-t-il tenu de justifier aux héritiers de son titre de propriété et même d'une autorisation de l'auteur ; et ceux-ci de leur côté, pour des considérations personnelles et de famille, seront-ils admis à revendiquer la propriété absolue d'un ouvrage posthume, ou à en empêcher la publication ? Dans le cas où on juge-

---

1. Commission de la Propriété littéraire. Collection des Procès-verbaux, Paris. De l'imprimerie de Pillet Aîné, 1826, in-4°.

2. Douzième question, p. 206 à 221 (neuvième séance et début de la dixième), *op. cit.*

rait à propos de refuser ce droit aux familles, ne pourrait-on pas le leur conserver seulement pour les *correspondances* et *mémoires particuliers*. »

C'est de cette façon incidente (1) et imprécise que la question de la propriété littéraire des lettres missives fut posée à la Commission.

Certains membres, en vue de la tranquillité publique, laissèrent nettement entendre que les lettres missives ne leur paraissaient pas susceptibles de propriété littéraire. A leur avis, une lettre missive n'était pas un manuscrit ordinaire, créateur de droits d'auteur, mais constituait un rapport d'individu à individu, non un objet exploitable, destiné à fonder une propriété au profit de la personne de qui elle était émanée.

A quelqu'un qui conseillait de ne pas entraver la publication des lettres missives « puisque, s'il se produisait des abus, on pourrait poursuivre leur auteur comme coupable d'un délit », M. de Lally-Tollendal répliqua : « Une lettre n'est donnée que pour être lue et non pour être publiée. D'ailleurs il peut résulter de la publication tel inconvénient moins grave qu'un délit, et pourtant non moins incontestable » qui échapperait à la répression. — M\*\*\* (2) (Portalès)

---

1. A propos des ouvrages posthumes.

2. *Op. cit.*, p. 214. Le recueil des procès-verbaux ne donne pas le nom des opinants. Toutefois on trouve des indications sur leur personnalité aux références suivantes : D. 51.2.1 ; S. 50.2.625.

déclara : « Relativement aux lettres, il y a présomption de droit qu'elles n'ont pas été écrites pour le public ; aucun droit de délibération ne peut être réservé à qui que ce soit pour leur publication ultérieure ».

Mais la plupart des membres de la Commission, tel M. de Vatimesnil (1), pensaient qu'à défaut d'expression contraire de la volonté de l'auteur, on devait demeurer, quant à la publication des lettres missives, dans le droit commun de la propriété littéraire. Toutefois les opinions variaient sur le point de savoir dans quelle mesure on devait faire application à ce genre d'écrits des textes sur la propriété littéraire.

M<sup>\*\*\*</sup> (2) distingua entre l'auteur et ses héritiers : « On ne conteste pas à l'auteur, pendant sa vie, dit-il, le privilège exclusif de publication. » Quant aux héritiers, il leur refusait un droit quelconque sur les lettres que l'auteur n'aurait pas publiées pendant sa vie.

M. Renouard, libraire, donna enfin lecture de la proposition de loi suivante (3) : « Les lettres inédites sont assimilées aux productions littéraires, en ce sens qu'elles donnent lieu aux mêmes privilèges pour leur auteur, s'il les a publiées, et pour ses héritiers. Les collections de lettres inédites donnent lieu au

---

1. *Op. cit.*, p. 211.

2. *Op. cit.*, p. 212.

3. *Op. cit.*, p. 215.

même droit de jouissance exclusive que toute autre publication posthume ; mais leur publication ne pourra avoir lieu que dix ans après la mort de l'auteur, à moins d'un témoignage écrit de sa volonté, ou de celui des héritiers de l'auteur et de ceux à qui les lettres ont été écrites. »

Cette proposition ne fut pas adoptée. On décida de s'en remettre à la jurisprudence pour fixer les droits des auteurs de lettres missives.

Les membres de la Commission, avertis par leurs controverses touffues, estimèrent en effet que la publication des lettres missives soulevaient des questions trop délicates pour qu'on pût les résoudre par un texte de loi, dont les formules nécessairement brutales ne tiendraient pas compte de l'infinie variété des situations que comporte la matière.

B. — Le 18 janvier 1841, un projet de loi sur la propriété littéraire fut présenté à la Chambre des députés. Lamartine en fit le rapport à la séance du 13 mars (1) : Quelques personnes étaient d'avis, dit-il, de « faire entrer dans les garanties de la loi, les lettres et correspondances. Nous ne l'avons pas voulu. Nous avons considéré qu'en déterminant ainsi d'avance la propriété des correspondances des auteurs morts ou vivants, nous courrions le risque d'autoriser un droit de publication que la morale publique

---

1. *Le Moniteur* du 14 mars 1841, p. 634.

réprouve, ou de défendre un usage légitime que les convenances ou la nécessité commandent quelquefois. Nous n'avons voulu ni le défendre, ni le permettre.

« Nous avons mis les lettres dans une catégorie à part ; ce sont des manifestations confidentielles, dans lesquelles l'homme, et non plus l'écrivain, se livre lui-même à la confidence et non à la publicité, sans aucune vue de lucre. Cela ne constitue pas, à nos yeux, une propriété dont la condition puisse être réglée par une loi fiscale, mais une personnalité gouvernée et défendue par les lois écrites sur la diffamation, sur l'abus de confiance et par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur. On n'écrit pas la législation de la conscience publique ; on la lit dans l'opinion et dans les mœurs ; le déshonneur en est la pénalité. »

Ainsi Lamartine, comme ses prédécesseurs de 1826, estima qu'en matière de lettres missives, le droit de publication se heurtait à trop d'obstacles, d'ordre moral principalement, pour qu'on puisse en faire l'attribution définitive par un rigide article de loi.

Bien plus, comme la minorité de ses prédécesseurs, il paraît bien nier qu'une lettre missive soit susceptible de propriété littéraire.

Le 2 avril 1841, le projet de loi rapporté par Lamartine fut rejeté.

C. — Une nouvelle commission (1) qui tint ses séances en 1862 ne s'occupa guère des lettres missives. C'est à peine si un ou deux personnages y firent allusion dans la discussion des bienfaits du « domaine public » et de ceux de la « pérennité », pour employer des termes chers aux membres de cette Commission.

Ainsi, aucun texte officiel ayant force de loi ne répond à la question posée. En est-il de même des décisions de jurisprudence?

---

1. Ministère d'Etat. Commission de la propriété littéraire et artistique. Paris, Imprimerie impériale, M.DCCC.LXIII. Voir séance du 13 mai 1862, p. 88.

---

## CHAPITRE II

---

### LA JURISPRUDENCE

La jurisprudence a-t-elle jugé que les lettres missives étaient susceptibles de propriété littéraire ? Applique-t-elle, en principe, aux lettres missives nos lois sur la propriété littéraire ?

Les décisions ont varié suivant les époques. Nous allons examiner les principales dans l'ordre chronologique.

1<sup>o</sup> Affaire des lettres de Benjamin Constant (Tribunal de la Seine, 8 août 1849. Cour de Paris, 10 décembre 1850) (1).

Il s'agissait de lettres adressées par Benjamin Constant à Mme Récamier.

Après la mort de l'auteur des lettres et de la destinataire, un procès mit aux prises leurs héritiers avec une personne à qui Mme Récamier avait donné une copie de cette correspondance.

Cette personne, Mme Collet, prétendait publier

---

1. D. 51.2.1; S. 50.2.625.

ces lettres. Les héritiers de Benjamin Constant et de Mme Récamier s'y opposaient.

Le tribunal de la Seine et la Cour de Paris auraient pu chercher la solution du litige dans les textes de lois relatifs à la propriété littéraire.

Ils n'en ont rien fait. La Cour de Paris qui interdit à la dame Collet toute publication des lettres litigieuses, appuya son arrêt sur le caractère confidentiel de cette correspondance.

Elle ne se prononça pas sur le point de savoir si les lettres missives étaient ou non susceptibles de propriété littéraire.

2° Entre 1850 et 1882, diverses cours d'appel eurent à s'occuper de la question du droit de publication des lettres missives. Telle la Cour de Dijon qui statua en ces termes, le 18 février 1870 (1) : « L'envoi à un tiers de lettres privées, en donnant au destinataire le droit de les conserver, ne l'autorise pas à les livrer à la publicité sans le consentement de celui qui les a écrites, et ne permet ni à lui, ni à ses créanciers ou héritiers, d'en tirer sans ce consentement un profit *pécuniaire*. » Mais les arrêts ne disent pas clairement s'ils se basent sur le droit de propriété littéraire ou sur le principe de l'inviolabilité des correspondances privées.

---

1. D. 71.2.221 ; S. 70.2.212.

3° Le 2 août 1882 (1), la Cour de Bordeaux formula un attendu qui reconnaît implicitement à l'auteur d'une lettre missive, le droit de propriété littéraire : « Attendu, en droit, qu'un écrit, qu'elles qu'en soient la *nature* et l'importance, appartient exclusivement à son auteur, qui reste le maître, tant qu'il n'a pas manifesté la volonté contraire de conserver son œuvre ou de la publier... et qu'un tiers ne peut, sans y être directement et formellement autorisé, donner à cette œuvre une publicité qui serait contraire à sa destination... »

Cet arrêt assimile la lettre missive à l'« écrit en tout genre » dont parle le décret des 19-24 juillet 1793.

4° Mais il faut arriver au jugement du tribunal de la Seine du 20 juin 1883 (2) relatif aux lettres de Sainte-Beuve, pour trouver une réponse précise de la jurisprudence à notre question. Elle est ainsi conçue : « En principe, le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres missives comme à tous autres écrits ».

5° Dans un jugement postérieur, du 11 mars 1897 (3), relatif aux lettres de George Sand, le tribunal de la Seine parut abandonner ce principe :

---

1. D. 84.2.59.

2. Pataille, 87.108.

3. D. 98.2.358 ; *Rev. des grands procès contemp.*, 1897, t. XV, p. 191 à 234 ; Pataille, 98.311.

« Attendu, disposa-t-il, qu'à la vérité, sans qu'il y ait lieu de rechercher si les lettres missives comportent un droit de propriété pleine et entière, dont la condition puisse être réglée par la loi sur la propriété littéraire, ou s'il ne convient pas plutôt de dire qu'elles ne peuvent être l'objet que d'un droit limité, *sui generis*, qui se transmet ou se retient, s'étend ou se restreint, et demeure aux mains d'une partie ou d'une autre, suivant leur objet et l'intention présumée des correspondants, il faut, du moins, reconnaître que le droit de les publier repose manifestement entre les mains de l'écrivain lui-même ;... que leur auteur a créé une valeur qu'il peut mettre à profit, à son heure... ; que ce droit, tout personnel qu'il soit, passe aux héritiers, représentants de la personne et des biens, et qu'il peut être transmis par eux, à titre gratuit ou onéreux, à un tiers qui l'exerce à leur place. »

Mais ce jugement, notons-le, reconnaît à l'auteur de lettres missives et à ses héritiers des droits tout à fait analogues à ceux reconnus par la loi de 1793 aux auteurs d' « écrits en tout genre. »

6° Le 14 décembre 1899 (1), à propos de lettres de polémique, adressées par F. Brunetière au journal *Le Siècle*, en vertu du droit de réponse, le tribunal de la Seine déclara « qu'une telle correspon-

---

1. D. 1902.2.17, Note Pouillet; S. 1902.2.161; Pataillé, 01.246.

P. Glomot

dance, n'ayant point trait à des relations d'affaires, mais constituant de ces communications qui, par leur objet et leur mérite ont la valeur d'une œuvre littéraire, restait soumise au droit de propriété littéraire, comme tous autres écrits ».

La Cour de Paris confirma cette manière de voir.

7° Le 20 mai 1904 (1), le tribunal de la Seine, statuant sur la publication de lettres de Leconte de Lisle, s'appuya sur les motifs suivants : « L'auteur de lettres missives, malgré l'envoi qu'il a fait des lettres, garde sur elles son *droit d'auteur* et peut transmettre ce droit à ses héritiers ». Ce jugement appliqua aux lettres missives les lois sur la propriété littéraire, sans chercher à tirer argument du caractère confidentiel des lettres litigieuses : « Attendu qu'il importe peu de rechercher si les pièces parues ont ou non le caractère intime annoncé par le titre même du volume. »

#### 8° Affaires des lettres de Mérimée.

Les lettres de Mérimée n'ont pas donné lieu à moins de quatre décisions judiciaires (2).

Le 17 décembre 1900, le tribunal correctionnel de la Seine s'exprima en ces termes : « En principe, le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres

---

1. *Le Droit* du 21 mai 1904.

2. Trib. correct. de la Seine, 17 déc. 1900 et Cour de Paris, 15 juin 1901 (D. 03.2.273 et note Claro); Trib. civ. de la Seine 30 juin 1908 et Cour de Paris, 13 juillet 1910 (S. 1911.2.89).

missives et doit exclusivement profiter à leurs auteurs, sans que le destinataire, propriétaire de la lettre matériellement envisagée, puisse prétendre à la propriété de l'œuvre intellectuelle qu'elle renferme. »

Le tribunal civil de la Seine en 1908, et la Cour de Paris, en 1910, parlèrent presque exactement le même langage : « Si les lettres missives appartiennent matériellement aux destinataires, elles n'en sont pas moins *intellectuellement* la propriété exclusive de leurs auteurs leur vie durant et de leurs héritiers, légataires ou donataires, pendant cinquante ans après leur décès. »

En résumé, depuis quarante ans, toutes les décisions des tribunaux admettent le droit de propriété littéraire à propos des lettres missives. Les réticences de principe que l'un d'entre eux (1) a formulé signifient simplement que l'exercice du droit de propriété littéraire de l'auteur d'une lettre missive rencontre dans la pratique, des difficultés tenant à la nature de cet écrit.

---

1. Seine, 11 mars 1897 (Lettres de George Sand).

---

## CHAPITRE III

---

### LA DOCTRINE

La doctrine, particulièrement la doctrine contemporaine (1, 2, 3) est d'accord avec la jurisprudence pour appliquer, en principe, aux lettres missives nos lois sur les droits d'auteur.

Mais elle s'est posé les deux questions suivantes : Pour qu'une lettre soit susceptible de propriété littéraire :

1° Faut-il que son auteur l'ait écrite avec l'intention de la publier ?

2° Faut-il, du moins, qu'elle ait une certaine tenue littéraire ?

---

1. Pouillet, *Traité de la propriété littéraire et artistique*, 3<sup>e</sup> édition, 1908, chap. X. *Des lettres missives*, n<sup>os</sup> 386-395.

2. Jardel (Ludovic), *La lettre missive. Essai d'une théorie juridique nouvelle de la correspondance épistolaire*, 1911, 3<sup>e</sup> partie, chap. II, p. 270, sec. 1.

3. Génv F., *Des droits sur les lettres missives étudiés principalement en vue du système postal français. Essai d'application d'une méthode critique d'interprétation*. Paris, Larose 1911, tome I, p. 333-395 ; tome II, p. 313-321.

1<sup>o</sup> Lors du procès Récamier, l'avocat général Meynard de Franc s'exprima en ces termes : « Une lettre qui n'est pas écrite dans un but littéraire, n'engendre pas une propriété ; cette propriété ne pourrait se concevoir qu'autant qu'en l'écrivant on aurait conçu l'idée d'un profit à tirer plus tard de sa publication. » D'après ce magistrat, seules les lettres que leur auteur aurait écrites dans l'intention de les publier un jour à son profit, seraient susceptibles de propriété littéraire.

Cette exigence ne nous paraît pas admissible.

Comment pourrait-on fournir la preuve de cette intention ? Aussi bien, peu de personnes, alors même qu'elles posséderaient un certain talent épistolaire, rédigent-elles leur correspondance avec une arrière-pensée de publication intéressée. Celui qui écrit une lettre ne se rend pas toujours compte de l'intérêt qu'elle présente ou pourra présenter. Faut-il, pour cette seule raison, l'exclure de la protection de nos lois sur les droits d'auteur ?

D'ailleurs, le jugement du 11 mars 1897 précité se prononce en faveur de notre opinion : « Il faut reconnaître, dispose-t-il, que le droit de publier les lettres missives repose manifestement entre les mains de l'écrivain ; que, sans doute, *en les écrivant, il n'a pas songé à se créer une propriété littéraire* ; mais qu'il n'en est pas moins vrai que cet écrivain a créé une valeur qu'il peut mettre à son profit. »

Ainsi peu importe qu'en écrivant sa lettre, on ait songé ou non à se réserver sur elle un droit de propriété littéraire (1).

2° Mais faut-il, pourtant, qu'une lettre ait une certaine tenue littéraire pour être susceptible de « propriété littéraire » ?

Cette deuxième exigence a trouvé davantage de défenseurs dans la doctrine que la précédente (2).

D'autre part, lors du procès Brunetière, le tribunal de la Seine fit application aux lettres litigieuses du décret de 1793 et des dispositions législatives subséquentes, en précisant ses raisons de la façon suivante : « Attendu, dit-il, qu'une telle correspondance... constituant des communications qui, par leur objet et leur mérite, ont la valeur d'une œuvre littéraire, reste soumise au droit de propriété littéraire, comme tous autres écrits. » Et la Cour de Paris, considérant que cette correspondance « cons-

---

1. Il s'agit, ici, du point de savoir si on perd ou si on ne perd pas son droit d'auteur sur sa lettre, quand on ne songe pas, en l'écrivant, à la publier.

Il ne s'agit pas du point de savoir si et à quelles conditions on peut dire qu'un auteur a renoncé tacitement à son droit de propriété littéraire. Dire qu'un auteur a renoncé tacitement à son droit, c'est reconnaître qu'en écrivant sa correspondance, il a envisagé la question de la publication, tout en ne s'y étant pas arrêté.

Nous examinons plus loin cette dernière question.

2. Baudoin, *Des lettres missives*, p. 11. *Contra*, Gény, *loc. cit.*, n° 138 et suivants.

titulait une œuvre littéraire personnelle » arriva aux mêmes conclusions.

Peut-on déduire de ces attendus — par raisonnement *a contrario* — cette conclusion qu'en face d'une correspondance privée de tenue littéraire, le tribunal et la Cour n'auraient pas fait application des lois sur les droits d'auteur ? Il ne le semble pas. En tout cas, ces décisions seraient restées isolées.

La jurisprudence décide, en effet, que nos lois sur la propriété littéraire protègent l'auteur de tout imprimé quelconque supposant un travail personnel, même si ce travail est purement mécanique et consiste seulement dans l'adaptation de documents déjà connus. Il a été jugé que les indicateurs Chaix de chemins de fer, qu'un manuel explicatif vendu avec une pompe à incendie, rentraient dans « les écrits en tout genre », prévus par le décret de 1793 (1).

Il est donc vraisemblable que si la jurisprudence avait à trancher nettement la question qui nous occupe, elle n'exigerait pas qu'une lettre missive présente un caractère littéraire, pour lui appliquer nos lois sur les droits d'auteur.

En effet, l'application aux lettres missives des textes relatifs à la propriété littéraire étant unanimement admise, en principe, pourquoi faire à pro-

---

1. Cf. par exemple Besançon, 10 mars 1886, Pataille 1887-98.

pos de ce genre d'écrits une restriction qui n'est pas dans l'esprit de la loi — ni dans ses termes remarquablement larges.

De plus, cette restriction présenterait au moins deux gros inconvénients.

Pratiquement, il serait difficile de définir la lettre littéraire. Va-t-on exiger que l'auteur des lettres ait travaillé son style, qu'il ait fait preuve de qualités de métier. Ce serait oublier que les chefs-d'œuvre de l'esprit — ceux notamment qui appartiennent au genre épistolaire — doivent en général leur mérite à leur facilité. D'autre part, confier au juge le soin de décider si une correspondance a ou n'a pas de valeur littéraire, serait le charger d'une mission ingrate dont l'accomplissement donnerait naissance à des décisions incohérentes.

Moralement, ce serait une injustice que de ne pas protéger une lettre missive parce que son auteur n'aurait pas fait la toilette de sa plume. Toute création intellectuelle, toute œuvre propre à un esprit, mérite d'être protégée. Et c'est bien le point de vue du décret de 1793 qui protège les auteurs d'« écrits en tout genre ». On ne peut pas trouver d'expression plus compréhensive (1).

---

1. C'est aussi le point de vue de la loi du 11 mars 1902 qui a ajouté à l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1793 un alinéa 2 ainsi conçu : « Le même droit appartiendra aux sculpteurs et dessinateurs d'ornements, quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre. »

Ainsi, juridiquement, la distinction qui nous occupe ne peut se soutenir en face de ce texte de loi.

Aussi bien, en fait, les intéressés ne trouveront-ils des éditeurs pour publier leur correspondance que si elle est susceptible d'intéresser le public : ce qui lui suppose soit un intérêt littéraire, soit un intérêt historique, soit un intérêt psychologique, soit un intérêt de curiosité pure.

Puisque la jurisprudence — et la plupart des auteurs — admettent que les lettres missives sont susceptibles de propriété littéraire et leur appliquent en principe nos lois sur les droits d'auteur, il faut, avant d'examiner les conditions de cette application, nous demander quelles sont ces lois.

---



## DEUXIÈME PARTIE

**Dans quelle mesure la jurisprudence  
fait-elle application aux lettres missives  
de nos lois sur la propriété littéraire?**

---

### PRÉLIMINAIRES

#### LES LOIS SUR LES DROITS D'AUTEUR

\* \* \*

La législation française en matière de propriété littéraire est très touffue.

Les textes fondamentaux sont le décret (loi) des 19-24 juillet 1793 relatif aux droits de propriété des auteurs d'écrits en tout genre et la loi du 14 juillet 1866 sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs.

Il faut y joindre le décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII concernant les droits des propriétaires d'ouvrages posthumes et les articles 425 à 429 du Code pénal qui répriment la contrefaçon.

Les dispositions de ces textes peuvent se résumer ainsi :

*Essence du droit d'auteur.* — C'est le droit pour l'auteur de reproduire son œuvre, à l'exclusion de toute autre personne. La Cour de cassation a justement défini ce droit un monopole d'exploitation.

*Titulaires de ce droit :*

1° L'auteur pendant sa vie, dans la mesure où il n'a pas cédé son droit ;

2° Les héritiers et ayants cause de l'auteur pendant cinquante ans à partir de son décès.

*Obligation du titulaire.* — Déposer deux exemplaires de son ouvrage à la Bibliothèque Nationale.

*Sanction du droit de l'auteur.* — A condition qu'il ait rempli cette obligation : poursuite des contrefacteurs ; droit pour l'auteur de faire saisir tous les exemplaires des éditions imprimées sans sa permission formelle et écrite.

*Droit du propriétaire d'ouvrage posthume.* — Identique au droit de l'auteur ; mais il ne dure que dix ans.

Comment la jurisprudence applique-t-elle aux lettres missives ces dispositions de loi ?

Nous distinguerons deux cas, suivant que le droit d'auteur a ou n'a pas été cédé.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### CAS OU LE DROIT D'AUTEUR N'A ÉTÉ L'OBJET D'AUCUNE CESSION EXPRESSE OU TACITE VOLONTAIRE OU LÉGALE

■  
\* \*

#### SECTION PREMIÈRE

##### L'auteur des lettres est encore vivant

A qui appartient, durant la vie de l'auteur, le droit exclusif de reproduction ?

Quand on vient de lire l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1793, il semble bien qu'aucun doute n'est possible : « Les auteurs d'écrits en tout genre, dit ce texte, jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, de faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou en partie. »

Et pourtant, en notre matière, il existe en face de l'auteur, un personnage qui a des droits sur l'écrit. C'est le destinataire de la lettre.

Quels sont les droits certains du destinataire sur la lettre ?

Le droit de publication est-il un attribut de la propriété de la lettre ?

A qui la jurisprudence reconnaît-elle, durant la vie de l'auteur des lettres, le droit exclusif de reproduction ?

Tels sont les trois points que nous allons successivement examiner.

### § 1. *Droits certains du destinataire sur la lettre*

1° Le destinataire a la faculté de « s'opposer pour des motifs d'intérêt ou de convenance, à la publication des lettres » qui lui ont été adressées (1).

Nul n'a le droit, par cette publication, de « compromettre le nom ou les intérêts du destinataire » (2). Au cas où un publicateur indiscret ou déloyal a porté un préjudice matériel ou moral au destinataire, celui-ci peut intenter contre celui-là soit des poursuites en diffamation, soit — en vertu du principe général de 1382 — une action en dommages-intérêts et en suppression de l'édition (3).

---

1. Affaire des lettres de Sainte-Beuve. Trib. Seine, 20 juin 1883. Pataille 1887. 108.

2. Affaire des lettres de George Sand. Trib. Seine, 11 mars 1897. D. 98.2 358 (*Rev. des grands procès contemp.*, t. XV, p. 191 à 234).

3. Pouillet, *op. cit.*, n° 392 ; Couhin, *Prop. ind. litt. et art.*, p. 515. 516 ; Rousseau, *Lettres missives*, n° 16. Voir également les conclusions de Meynard de Franc. D. 51.2.1 ; S. 50.2.625, où cet avocat général fait allusion au « respect dû à la personne du destinataire ».

2° Le destinataire peut refuser de communiquer les lettres qu'il a reçues, même à l'auteur des lettres. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point.

Une note au Dalloz de 1850 (1) est ainsi conçue : « Nous croyons que l'auteur des lettres ou son héritier n'a pas le droit d'en exiger la communication pour les publier, et cela, alors même qu'il offrirait de rendre celles qu'il a reçues. A moins toutefois qu'on ne doive considérer ces lettres, comme un véritable dépôt entre les mains du destinataire, en raison de la profession d'auteur de celui qui les a écrites et du but qu'il s'est proposé, comme si, par exemple, il n'a eu en vue que de distraire ou d'amuser la personne à laquelle il les a adressées et qui les a conservées. »

Lors du procès relatif aux lettres de Sainte-Beuve, M. Rau, substitut, soutint, lui aussi, que le destinataire avait le droit de refuser la communication des lettres à leur auteur.

Les principaux auteurs modernes, Gény et Jardel, partagent cette opinion.

De son côté, la jurisprudence (2) a formellement reconnu que « l'envoi à un tiers de lettres privées donnait au destinataire le droit de les conserver ».

Le tribunal civil de la Seine, en son jugement du

---

1. Paris, 10 décembre 1850. D. 51.2.1 ; S. 50.2.625.

2. Dijon, 18 février 1870. D. 71.2.221 ; S. 70.2.212 ; Trib. Seine, 20 mai 1904. *Le Droit* du 21 mai 1904.

20 juin 1883 (1), fut plus précis encore : « Si l'auteur, déclara-t-il, n'a pas conservé une copie de la lettre, son droit peut être paralysé par la résistance du destinataire qui se refuserait à la livrer. »

Dix-sept ans plus tard, à propos des lettres de Mérimée, le tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement en date du 17 décembre 1900, notait que l'auteur de lettres missives était exposé « à s'en voir refuser le texte par les destinataires, ou bien ceux-ci ayant pu détruire ces lettres ou les perdre, ou juger bon, pour une raison quelconque, de ne pas les lui confier (2). »

3° Le destinataire peut se prévaloir des lettres qu'il a reçues, dans son intérêt personnel et à l'encontre de celui qui les a écrites, et même les publier partiellement ou en totalité à l'appui d'une prétention judiciaire engagée ou soutenue de bonne foi.

4° Enfin et surtout, il est admis, en principe, que les lettres missives ordinaires deviennent la propriété de celui qui les a reçues.

Le 4 mai 1857, la Cour de Paris (3) jugea que la disposition testamentaire par laquelle un auteur léguait à une personne déterminée la propriété de ses papiers ne saurait autoriser cette personne à joindre à cette publication des lettres adressées à

---

1. Pataille, 1887.108.

2. D. 03.2.273. Note Claro ; Pataille, 03.112.

3. Affaire des lettres de Lamennais (Pataille 1857.28c).

des tiers et que ceux-ci ont le droit de garder « comme leur appartenant ».

En 1869, lors d'un procès débattu devant la cour d'Angers (1), le premier avocat général Merveilleux-Duvignaux déclara qu'il était de jurisprudence qu'en principe toute lettre devenait la propriété de celui à qui elle avait été adressée.

Enfin, dans un arrêt du 9 février 1881, la Cour de cassation constata (2), elle aussi, que les lettres mises étaient en général considérées comme appartenant au destinataire.

§ 2. — *Le droit de publication est-il un attribut de la propriété de la lettre*

Considérant l'importance des droits qu'on reconnaissait au destinataire, certains auteurs en ont conclu que le droit exclusif de reproduction ne pouvait être attribué qu'à lui.

« Du moment, disait-on, que le destinataire a le droit de refuser la communication de la lettre qu'il a reçue, à celui qui l'a écrite, pourquoi serait-ce ce dernier qui devrait jouir des droits d'auteur ? Ses droits seraient dans la plupart des cas paralysés par la mauvaise volonté du destinataire. »

---

1. D. 69.2.139; S. 69.2.289.

2. D. 82.1.73; S. 81.1.193, note Labbé.

« Singulière propriété, s'est-on écrié lors des débats du procès Sainte-Beuve, que celle dont l'exercice et l'existence seraient soumis au bon vouloir de tiers ! »

Enfin et surtout on estimait qu'en face du droit de propriété du destinataire, il n'y avait pas de place pour un droit de propriété *littéraire* dont l'auteur de la lettre serait le titulaire exclusif.

On considérait le droit de publication comme un attribut de la propriété de la lettre. Tel Deffis qui en donnait ce motif : « Les produits d'une chose appartiennent incontestablement au propriétaire de cette chose » (1).

D'ailleurs, pendant très longtemps, jusque vers 1880, la majorité des auteurs confondit le droit de propriété et le droit exclusif de publication.

Renouard, dans son important ouvrage publié en 1838-1839 (2) s'exprimait en ces termes : « On présume propriétaires (des correspondances), ceux qui les *possèdent* en original ou en copie, que la lettre leur soit adressée ou qu'ils l'aient écrite ou que même ils soient des tiers, le recours demeurant ouvert devant les tribunaux, si la publication d'une lettre est soit la cause, soit le résultat d'un délit

---

1. Pataille 70.90.

2. *Traité des Droits d'auteurs dans la littérature, les sciences et les beaux-arts*, par A. G. Renouard, conseiller à la Cour de cassation, t. II, n° 169.

quelconque. » Ce qui revient à dire : « C'est le possesseur de la lettre, quel qu'il soit, qui a le droit de la publier, — sous la seule réserve que la publication ne constitue pas une faute dommageable. »

En 1850 (1) dans l'affaire Benjamin Constant-Récamier-Louise Collet, l'avocat général Meynard de Franc formula, dans ses conclusions, une opinion analogue : « Il n'y a, l'auteur étant décédé, que le destinataire qui ait ce droit (le droit de publication), parce qu'il est *possesseur*, à la charge seulement de ne pas abuser, et parce qu'ici s'applique la règle tracée par l'article 2279 du Code civil, *qu'en fait de meubles, possession vaut titre*. »

Pour la même raison, ce magistrat reconnaissait au destinataire, du vivant même de l'auteur, le droit de publier les lettres dépourvues de caractère littéraire : « Ces lettres, dit-il, appartiennent moins à celui qui les écrit qu'à celui qui les reçoit et qui les détient, par une sorte de prise de possession et d'occupation. »

Quel a été, en cette matière, le point de vue de la jurisprudence ?

A-t-elle jugé que le droit pour le destinataire de refuser la communication de la lettre qu'il avait reçue, entraînait à son profit le droit exclusif de publication ? — Non pas.

---

1. D. 51.2.1 ; S. 50.2.625.

Le tribunal civil de la Seine déclara, dans un jugement du 20 juin 1883 (1) que le droit pour le destinataire de garder la lettre n'empêchait pas l'expéditeur de conserver sur elle son droit d'auteur : « Le droit de l'auteur (2), diminué dans son exercice par la nature de la chose qui en est l'objet, n'en existe pas moins. »

En second lieu, la jurisprudence a-t-elle considéré le droit de publication comme un attribut du droit de propriété ?

Tous les tribunaux qui se sont expliqués sur la question — et tous l'ont fait postérieurement à 1899 — ont soigneusement distingué la propriété matérielle de la lettre de la propriété des idées qu'elle renferme.

Tel, le tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 14 décembre 1899 : « La propriété littéraire n'est pas entrée d'elle-même dans le domaine du destinataire qui n'a acquis de droit que sur l'objet matériel lui-même qu'il a reçu (3). »

Tel, le tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement du 17 décembre 1900 : « En principe, ... le droit de propriété littéraire doit exclusivement profiter aux auteurs des lettres missives, sans que le destinataire, *propriétaire de la lettre matériellement*

---

1. Pataille 87.108.

2. Attendus dudit jugement.

3. D. 1902.2.17 ; S. 02.2.161 ; Pataille 01.246.

*envisagée, puisse prétendre à la propriété de l'œuvre intellectuelle qu'elle renferme » (1).*

Enfin, le tribunal civil de la Seine, le 30 juin 1908 et la Cour de Paris le 13 juillet 1910 (2) déclarèrent que « si les lettres missives appartenaient matériellement aux destinataires, elles n'en étaient pas moins intellectuellement la propriété exclusive de leurs auteurs. »

Dès avant 1899, diverses notes du Recueil Dalloz avaient soutenu la même opinion.

Une note sous un arrêt de Bordeaux du 2 février 1882 (3) est ainsi conçue : « Sans doute, le destinataire est propriétaire de la lettre, c'est-à-dire du morceau de papier sur lequel elle est écrite... ; mais quant à savoir s'il peut la livrer à la publicité, en l'insérant dans un livre, dans un article de journal, c'est tout autre chose. Ici la thèse change et l'on touche aux règles du droit de propriété littéraire. »

Une autre note sous un jugement du tribunal de la Seine du 11 mars 1897 (4) constata qu'il était généralement admis que si le destinataire était propriétaire de la lettre missive, son droit ne s'appliquait qu'à l'instrument, au morceau de papier sur lequel la lettre était écrite : « L'auteur de la lettre en conserve, en quelque sorte, la propriété littéraire. »

---

1. D. 1903.2.273, note Claro ; Pataille 03.112.

2. S. 1911.2.89.

3. D. 84.2.59.

4. D. 98.2.358.

Ainsi, la jurisprudence a repoussé l'opinion suivant laquelle le droit de publication serait un attribut du droit de propriété.

### § 3. — *Examen de la jurisprudence*

Les divers attendus qui viennent d'être rapportés laissent voir quelle est la solution que donne la jurisprudence contemporaine à la question qui fait l'objet essentiel de cette section première : « A qui appartient, durant la vie de l'auteur, le droit exclusif de reproduction ? A l'auteur ou au destinataire ? »

Mais les premiers arrêts qui aient été rendus en la matière sont bien différents des décisions récentes (1).

A. — *Jurisprudence antérieure à 1883.* — 1<sup>o</sup> Affaire Collet contre héritiers Récamier et héritiers Benjamin Constant.

Le plus ancien arrêt se rapporte aux lettres adressées par Benjamin Constant à Mme Récamier (2).

La destinataire avait disposé de cette correspondance en faveur d'une amie, la dame Collet. Celle-ci prétendit faire paraître cette correspondance en feuilletons dans le journal *la Presse*. Avertie de ce dessein, l'héritière de la destinataire, Mme Lenor-

---

1. A noter que la presque totalité des litiges qui se sont élevés en cette matière n'ont surgi qu'après la mort de l'auteur des lettres.

2. D. 51.2.1; S. 50.2.625.

mand, fit assigner la dame Collet devant le tribunal civil de la Seine, pour qu'il lui soit fait défense de procéder à cette publication.

Mme d'Estournelles, héritière de Benjamin Constant, intervint et conclut aux mêmes fins que Mme Lenormand.

Le tribunal civil de la Seine et la Cour de Paris firent défense à la dame Collet de publier la correspondance litigieuse (1). Pour quel motif? Parce que, seuls, l'auteur d'un écrit, pendant sa vie et ses héritiers cinquante ans après sa mort jouissent du droit exclusif de reproduction de cet écrit? Ni le jugement ni l'arrêt ne s'appuient sur cet argument.

Le tribunal de la Seine motiva son interdiction de la manière suivante : « Dans les termes mêmes de l'écrit dont se prévaut la dame Collet, le droit de celle-ci était restreint à un usage honorable pour la mémoire de Benjamin Constant; cet écrit ne lui donnait pas une faculté de publication indéterminée et livrée au libre arbitre de cette dame, encore moins à titre de spéculation. »

La Cour de Paris réitéra la même défense (2), attendu, jugea-t-elle, que toute lettre *confidentielle*

---

1. Nous avons vu qu'ils ne s'étaient pas prononcé sur le point de savoir si les lettres missives étaient ou non susceptibles de propriété littéraire.

2. L'interdiction de la Cour de Paris était plus complète : elle portait sur toute sorte de publication.

contient virtuellement, et à défaut d'expressions contraires la condition qu'elle ne pourra être publiée sans le consentement de son auteur, eût-il rempli un rôle public, ou de ses héritiers. C'est le caractère confidentiel de la correspondance de Benjamin Constant qui entraîna la décision de la Cour.

Ainsi, ni le tribunal ni la Cour n'ont fondé leurs décisions sur le droit de *propriété littéraire* que l'auteur n'avait pas abandonné et qu'il avait transmis à ses héritiers.

Est-ce à dire qu'il en résulte *a contrario* que si ces lettres n'avaient pas été confidentielles, la Cour en aurait autorisé la publication malgré la résistance de l'auteur ou de ses héritiers ?

On l'a soutenu (1).

Pour se faire une opinion, il convient de rechercher après quels débats cet arrêt fut rendu.

Devant le tribunal de première instance, l'héritière de l'auteur des lettres était au second plan : il semble bien qu'elle ne se soit pas rendu compte, alors, de l'importance de son droit.

Mais, en appel, son avocat, comprenant que le premier rôle revenait à sa cliente, revendiqua pour elle le droit que se disputaient la légataire universelle et l'ayant cause particulier de la destinataire : « Les lettres confidentielles, dit-il, ne cessent pas

---

1. Léon Jardel, *op. cit.*

d'appartenir à celui qui les a écrites, dès lors qu'il s'agit de leur publication comme œuvre littéraire. »

En faveur du droit de l'auteur, il cita les paroles prononcées par divers jurisconsultes aux séances de la Commission de la Propriété littéraire de 1825.

Celles de Royer-Collard (1) : « Il a été reconnu (par la commission) que celui qui avait pensé avait seul droit à la publication de sa pensée. A l'auteur seul appartient donc de manifester sa volonté par la publication. Qu'on pense par une lettre ou autrement, le droit de publication subsiste toujours en faveur de celui qui a eu la pensée. Quant à lui, l'honorable membre ne consentirait pas à ce que quique ce fût imprimât une de ses lettres sans sa permission. Les pensées transmises confidentiellement ne sont pas toujours suffisamment élaborées par la réflexion et telles que l'auteur consentit toujours à les voir publier. »

Celles de Vatimesnil (2) : « Quant à la publication ultérieure de ses pensées, si l'intention de l'auteur n'a pas été exprimée à cet égard, on doit demeurer dans le droit commun de la propriété littéraire. »

L'avocat général Meynard de Franc conclut que c'était par une distinction qu'il fallait trancher le point de savoir si le droit exclusif de reproduction appartenait à l'auteur ou au destinataire : il fallait,

---

1. Commission de la Propriété littéraire, *op. cit.*, p. 211.

2. *Id.*, *op. cit.*, p. 209.

selon lui, distinguer suivant que les lettres avaient ou non un caractère littéraire : « Les lettres dépourvues de caractère littéraire appartiennent moins à celui qui les écrit qu'à celui qui les reçoit et qui les détient. Il peut arriver que le destinataire puisse les publier à un certain moment sans scandale : auquel cas il convient d'autoriser cette publication. »

« Lors au contraire que des lettres réunies en corps, précédées d'une introduction, c'est-à-dire dans une forme autre que celle qu'elles avaient dans l'origine, ont subi par ces circonstances une sorte de transformation, et qu'elles peuvent aider aux progrès des sciences et des arts, à qui permettra-t-on de les publier ? Sans contredit, *d'abord*, à l'auteur des lettres, car c'est sa pensée intime, à condition toutefois, de ne blesser ni l'intérêt public, ni l'intérêt privé, ni le respect dû notamment à la personne du destinataire ; puis au destinataire lui-même, qui les a ainsi colligées et coordonnées, aux mêmes conditions. »

Ainsi parla Meynard de Franc.

On vient de voir que la question de propriété littéraire fut posée dans les débats. Pourquoi la Cour n'y répondit-elle pas ? Quelle interprétation faut-il donner de ce silence ?

Une note au Dalloz, sous l'arrêt du 10 décembre 1850, prétend que cette décision a été rendue dans le

sens de la doctrine qui reconnaît à l'auteur des lettres, le droit exclusif de reproduction.

Suivant M. L. Jardel (1), au contraire, si les lettres litigieuses n'avaient pas été confidentielles, la Cour en aurait autorisé la publication malgré la résistance de l'auteur ou de ses héritiers.

Il nous paraît difficile de choisir entre ces deux interprétations contradictoires. Rien dans les termes de l'arrêt ne renseigne d'une manière certaine sur la pensée de ses auteurs en matière de propriété littéraire de lettres missives.

Du moins, il n'est pas douteux, qu'à l'époque, doctrine et jurisprudence n'étaient pas encore parvenues à distinguer nettement les divers droits dont une lettre est susceptible : droit de propriété sur l'objet matériel, droit d'auteur sur son contenu, droit pour quiconque (auteur, destinataire ou même tiers) de s'opposer à toute publication dommageable.

La Cour de Paris, en jugeant comme elle l'a fait, a voulu éviter, suivant les habitudes des tribunaux, de rendre une décision trop générale.

2° (2) De 1850 à 1883 s'écoule une période où, peu à peu, l'on se fait une idée de plus en plus exacte de ce que doivent être les droits de l'auteur de lettres missives, sans songer encore, semble-t-il, à lui appli-

---

1. *Op. cit.*

2. Voir p. 42, le 1<sup>er</sup> du § A.

quer le décret de 1793, ni les autres textes relatifs à la propriété littéraire.

En 1869, devant la Cour d'Angers, dans l'affaire des lettres de la duchesse d'Angoulême, le premier avocat général Merveilleux-Duvignaux s'exprima en ces termes (1) : « La Cour de Paris a jugé à propos de la correspondance de Benjamin Constant avec Mme Récamier, que toute lettre confidentielle contient virtuellement, à défaut d'expressions contraires, la condition qu'elle ne pourra être publiée sans le consentement de son auteur ou des héritiers de celui-ci. Il est juste et moral d'étendre à toutes les lettres privées ce principe que certaines législations étrangères consacrent expressément. La question, en pareil cas, se réduit à une appréciation de nuances, sur laquelle l'auteur seul peut avoir à se prononcer. Comprend-on un débat public engagé devant les tribunaux sur le caractère plus ou moins confidentiel d'une correspondance ? Il faut redire après M. Royer-Collard : « Qu'on pense par une lettre ou autrement, celui qui a pensé a seul droit à la publication de sa pensée. » Sur ce point, la doctrine est fixée unanimement. »

Ainsi, en faveur de l'extension à toutes les lettres privées du principe admis par la Cour de Paris le 10 décembre 1850, Merveilleux-Duvignaux invoqua

---

1. D. 69.2.139 ; S. 69.2.289.

les convenances, l'équité. Mais il ne paraît pas avoir pensé à s'appuyer sur un texte de loi.

En 1870 (1), la Cour de Dijon jugea « que l'envoi à un tiers de lettres privées n'autorisait pas le destinataire à les livrer à la publicité sans le consentement de celui qui les avait écrites, et ne permettait ni à lui, ni à ses créanciers ou héritiers, d'en tirer sans ce consentement un profit pécuniaire. » La Cour ne soufflait mot du décret de 1793, mais en fait elle faisait application à l'auteur de lettres missives de sa disposition la plus importante. Le droit d'auteur prévu par ce décret, consistant essentiellement dans le droit exclusif de tirer un profit pécuniaire de l'œuvre.

En 1882 (2), à propos d'une lettre-circulaire destinée par son auteur à un certain nombre de ses concitoyens et à la publication de laquelle il avait d'ailleurs renoncé, la Cour de Bordeaux déclara dans ses attendus « qu'un écrit, quelles qu'en soient la nature et l'importance, appartient exclusivement à son auteur qui reste le maître, tant qu'il n'a pas manifesté la volonté contraire, de conserver son œuvre ou de la publier, d'en étendre ou d'en limiter la publicité, et qu'un tiers ne peut, sans y être directement et formellement autorisé, donner à cette œuvre une publicité qui serait contraire à sa destination, ou qui

---

1. Dijon, 18 février 1870 (D. 71.2.221 ; S. 70.2.212).

2. Bordeaux, 2 août 1882 (D. 84.2.59).

dépasserait les limites dans lesquelles l'auteur a voulu la restreindre ».

Dans cette affaire, le débat s'était élevé non pas entre l'auteur de la lettre et le destinataire, mais entre l'auteur et un tiers qui avait publié la lettre à son compte. Quoi qu'il en soit, la Cour de Bordeaux, sans parler encore de propriété littéraire, assimila la lettre litigieuse à l'« écrit en tout genre » que prévoit le décret de 1793. Elle employa des termes analogues : « Un écrit, quelles qu'en soient la nature et l'importance, appartient exclusivement à son auteur. »

Il est, d'ailleurs, à noter que la Cour ne déclara pas contrefacteur le tiers qui avait publié la lettre sans l'aveu de l'auteur. Elle se borna à dire « que le tiers avait violé par un *quasi-délit* dont il devait être déclaré responsable le droit de propriété (1) de l'auteur. »

B. — *La jurisprudence à partir de 1883.* — C'est en 1883, seulement, qu'un tribunal, le tribunal civil de la Seine, jugea formellement que l'auteur d'une lettre missive était protégé par les lois relatives à la propriété littéraire.

« En principe, reconnut-il dans ses *attendus*, le droit de propriété littéraire s'applique aux lettres missives comme à tous autres écrits et celui qui en

---

1. La Cour ne dit pas « propriété littéraire ».

est l'auteur peut seul les publier à son gré et à son profit. Le destinataire (1) a seulement la faculté de s'opposer à la publication pour des motifs d'intérêt ou de convenance tirés du caractère confidentiel de l'écrit (2). »

Depuis 1883, la jurisprudence est fixée en ce sens. Elle reconnaît à l'auteur seul et non au destinataire le droit exclusif de reproduction de sa correspondance. Elle lui fait application, dans la mesure permise par la nature de la lettre missive, des dispositions législatives qui ont trait au droit d'auteur (contrefaçon, etc.).

Ainsi, le 11 mars 1897, à propos des lettres de George Sand, le tribunal civil de la Seine juge « que le droit de publier des lettres missives repose manifestement entre les mains de l'écrivain lui-même (3). »

Ainsi, le 14 décembre 1889, à propos de lettres de polémique adressées par F. Brunetière au journal *Le Siècle*, le même tribunal juge « qu'une telle correspondance... reste soumise au droit de propriété littéraire, comme tous autres écrits,... que cette propriété est restée aux mains de l'auteur (4) ».

Ainsi, le même tribunal, dans l'affaire des lettres

---

1. Voir page 34.

2. Pataille, 1887. 108.

3. D. 98.2.358.

4. D. 02.2.17. Note Pouillet ; S. 02.2.161.

de Leconte de Lisle juge, le 20 mai 1904, que l'expéditeur « malgré l'envoi qu'il a fait des lettres, garde sur elles son droit d'auteur (1) ».

Ainsi, le tribunal correctionnel de la Seine, le 17 décembre 1900, reconnaît dans ses attendus qu'en principe le droit de propriété littéraire doit exclusivement profiter aux auteurs des lettres missives (2).

Enfin, toujours à l'occasion des lettres de Mérimée, le tribunal civil de la Seine en 1908 et la Cour de Paris en 1910 furent unanimes à décider que « si les lettres missives appartiennent matériellement aux destinataires, elles n'en sont pas moins intellectuellement la propriété exclusive de leur auteurs, leur vie durant..., d'où il suit qu'elles ne sauraient être publiées sans l'autorisation de l'auteur (3) ».

Une note du Sirey (3) en conclut, avec raison, que « conformément au droit commun de la propriété littéraire, l'auteur d'une lettre missive est fondé à s'opposer à ce que publication en soit faite en dehors de son consentement, sans qu'il ait besoin d'invoquer le principe constant d'après lequel les lettres confidentielles ne peuvent être livrées à la publicité sans l'assentiment de leur auteur ».

Cette suite ininterrompue d'arrêts montre que depuis une quarantaine d'années, la jurisprudence

---

1. *Le Droit* du 21 mai 1904.

2. D. 1903.2.273. Pataille, 03.112.

3. S. 1911.2.89.

assimile nettement l'auteur de lettres missives à l'auteur d' « écrits en tout genre » dont parle le décret de 1793, et, par suite, lui reconnaît le droit exclusif de reproduction de son œuvre.

Cette jurisprudence, depuis qu'elle existe, n'a rencontré dans la doctrine que des approbations. Pouillet, Jardel, Génv, pour ne citer que les principaux contemporains qui se soient occupés de notre sujet, la déclarent avec raison irréprochable. Ils reconnaissent unanimement que l'auteur d'un lettre est seul qualifié pour apprécier s'il convient ou non de la publier.

Les droits certains du destinataire ne sauraient entraîner à son profit, nous l'avons vu, le droit de publication.

Si la jurisprudence avait admis la solution contraire, on en serait arrivé à ce résultat choquant : l'auteur de lettres missives qui en aurait conservé la copie n'aurait pu les publier sans se voir exposé à l'action en contrefaçon du destinataire.

## SECTION DEUXIÈME

### L'auteur des lettres est mort

Après la mort de l'auteur des lettres, que devient son droit de propriété littéraire ? Passe-t-il au destinataire ou aux héritiers de l'auteur ? Ceux-ci vont-ils jouir

pendant cinquante ans du droit exclusif de reproduction comme les héritiers de l'auteur d' « écrits en tout genre » ?

Dans la séance du 13 février 1826 (1), la Commission de la propriété littéraire entendit les réflexions suivantes de M<sup>\*\*\*</sup> : « On ne conteste pas à l'auteur, pendant sa vie, le privilège exclusif de publication. Mais les héritiers ont-ils un droit quelconque sur la lettre que l'auteur a écrite dans l'intention de ne pas la publier ?... Les héritiers n'ont ici aucun intérêt pécuniaire, car les lettres n'ont pas été composées par l'auteur dans un but littéraire ; la défense (de les publier) ne doit être faite qu'en vue de la tranquillité publique ; en conséquence, après un délai déterminé, en faveur de cette tranquillité, la libre publication des correspondances devra être autorisée par la loi (2).

En 1850, devant la Cour de Paris siégeant pour l'affaire Benjamin Constant, l'avocat général Meynard de Franc rappela et prit à son compte les opinions émises devant la commission de 1826 : « Après le décès de l'auteur des lettres, que décidera-t-on ? » Il est insoutenable, disait la commission de

---

1. *Op. cit.*, neuvième séance, p. 212.

2. Nous avons vu plus haut (p. 24), qu'il n'était pas nécessaire pour qu'une lettre soit susceptible de droit d'auteur qu'elle ait été écrite par l'expéditeur avec une arrière-pensée de publication ni qu'elle ait une certaine tenue littéraire.

1826, que les héritiers prétendent toute publication impossible sans leur consentement. En effet, l'auteur n'aura pas prévu la publication, et ses héritiers en seront les arbitres ! Il n'y a donc, l'auteur étant décédé, que le destinataire qui ait le choix de publication, parce qu'il est possesseur à la charge seulement de ne pas abuser, et parce qu'ici s'applique la règle tracée par l'article 2.279 du Code civil, qu'en fait de meubles, possession vaut titre. »

Cette opinion de Meynard de Franc se coordonne de la manière suivante avec celles que nous avons déjà citées de lui. Ce magistrat distinguait suivant que la lettre présentait ou non un caractère littéraire. D'après lui, même du vivant de l'auteur, le destinataire avait le droit de publier les correspondances dépourvues de tenue littéraire ; quant aux lettres qui n'en étaient pas dépourvues, c'était l'auteur, pendant sa vie, et le destinataire (après la mort de l'auteur) qui devaient jouir du droit exclusif de les reproduire.

Ainsi, même pour les lettres littéraires, Meynard de Franc préférait aux héritiers de l'auteur le destinataire ou ses ayants cause parce que possesseurs de la lettre (1).

---

1. Nous avons vu que depuis une quarantaine d'années ni la jurisprudence, ni la doctrine ne considèrent plus le droit de publication comme un attribut du droit de propriété de la lettre.

*Quelles ont été les décisions de la jurisprudence concernant le droit des héritiers de l'auteur ?*

Il est à noter que la plupart des difficultés qui ont donné naissance aux jugements et arrêts relatifs à la propriété littéraire des lettres missives se sont élevées après la mort de l'auteur. Il n'est guère que deux affaires où le litige ait éclaté du vivant même de l'auteur des lettres : l'affaire Lacosse où il s'agissait d'une lettre-circulaire électorale, et l'affaire Brunetière où il s'agissait de lettres de polémique.

Nous avons étudié plus haut le procès Collet qui, vers 1850, mit aux prises cette dame avec les héritiers de l'auteur des lettres Benjamin Constant, et avec ceux de la destinataire, Mme Récamier. Nous avons vu que tribunal de la Seine et cour de Paris s'abstinrent de répondre à la question suivante : « Le droit d'auteur, après la mort de celui-ci, passe-t-il à ses héritiers ou au destinataire ? »

Une quinzaine d'années après cette affaire, le tribunal de la Seine, la Cour de Paris et, même, la chambre des requêtes de la Cour de Cassation eurent à résoudre un problème de ce genre, à l'occasion de la correspondance du Père Lacordaire<sup>(1)</sup>. Celui-ci avait légué à l'abbé Perreyve « tous les manuscrits, papiers, *correspondance*, qui seraient trouvés à l'heure de sa mort, sous son nom. » Après la mort

---

1. D. 64.3.112 ; Pataille, 1865, p. 375 ; Pataille, 1870, p. 104.

du célèbre prédicateur, l'abbé Perreyve fit paraître chez l'éditeur Douniol cette correspondance, en un recueil intitulé : *Lettres du Père Lacordaire à des jeunes gens*.

Ce que voyant, Léon Lacordaire, héritier du défunt, fit assigner en justice Perreyve et Douniol pour qu'il leur soit fait défense de continuer la publication de cet ouvrage. Léon Lacordaire fut déclaré mal fondé par les trois juridictions devant lesquelles il porta successivement sa demande.

La Chambre des requêtes rejeta son pourvoi, parce que, déclara-t-elle, « le legs des manuscrits et papiers que laisse le testateur, emporte au profit du légataire, à moins de restrictions contraires, le droit absolu d'en disposer et notamment de les publier en totalité ou par fragments; il en est spécialement ainsi des lettres écrites par le testateur, alors qu'elles n'ont aucun caractère confidentiel et que les juges du fait constatent que son intention a été d'en autoriser la publication. »

Ainsi l'arrêt de la Cour de Paris demeura entier, qui déclarait « l'appelant, soit comme agissant à titre d'héritier, soit comme réclamant en qualité de parent, également mal fondé dans son action ». Comme héritier, parce que la Cour (comme précédemment le tribunal) jugeait qu'en fait, Lacordaire, en légant ses papiers et correspondance, avait entendu transmettre au légataire le droit de les pu-

blier. Comme parent, parce que les lettres litigieuses n'étaient pas confidentielles et que leur publication ne pouvait être qu'honorable pour celui qui les avaient écrites.

En revanche, si Lacordaire était mort *intestat*, il ne paraît pas douteux que le droit de publier les manuscrits, papiers et lettres trouvés dans sa succession, aurait été reconnu en justice, à l'héritier.

C'est en 1883, lors du procès Sainte-Beuve, qu'on vit pour la première fois un tribunal reconnaître nettement que l'auteur de lettres missives « transmettait son droit d'auteur à ses successeurs, comme il l'avait possédé de son vivant (1). »

En 1897, à propos des lettres de George Sand, le tribunal civil de la Seine jugea que le droit d'auteur tout personnel qu'il était, passait aux héritiers de l'écrivain, représentants de la personne et des biens, et qu'en conséquence ces derniers pouvaient s'opposer à la publication des lettres, soit dans un intérêt pécuniaire, soit dans un intérêt moral, dont ils restaient juges (2).

Le 20 mai 1904, le même tribunal (3) jugea que l'auteur de lettres missives « malgré l'envoi qu'il a fait des lettres, garde sur elles son droit d'auteur et peut transmettre ce droit à ses héritiers ». Il s'agis-

---

1. Pataille, 87.108.

2. D. 98.2.358.

3. *Le Droit* du 21 mai 1904.

sait de lettres adressées par Leconte de Lisle à Julien Rouffet. Le fils du destinataire autorisa, une fois son père mort, un certain Guinaudeau, à publier cette correspondance. Mais la veuve de Leconte de Lisle en qualité d'unique héritière de l'écrivain et de « légataire de ses ouvrages inédits quels qu'ils soient », prétendit s'opposer à cette publication. Sa cause triompha car le tribunal décida que l'auteur des lettres, n'ayant cédé son droit de publication au destinataire ni par le seul fait de l'envoi des lettres, ni autrement, l'avait transmis en mourant à son unique héritière qui avait seule qualité pour l'exercer.

Toujours dans le même sens, le tribunal de la Seine en 1908 et la Cour de Paris en 1910 décidèrent que « si les lettres missives appartenaient matériellement au destinataire, elles n'en étaient pas moins intellectuellement la propriété exclusive de leurs auteurs, leur vie durant, et de leurs héritiers, pendant cinquante ans, après leur décès, d'où il suit qu'elles ne sauraient être publiées sans l'autorisation soit de l'auteur *soit de ceux qui le représentent* (1). »

Ces divers jugements ou arrêts montrent que la jurisprudence applique aujourd'hui, sans hésitation, à l'héritier de l'auteur de lettres missives, les dispositions de l'article 2 du décret de 1793 (modifié par la loi du 14 juillet 1866) concernant les héritiers de l'au-

---

1. S. 1911.2.89.

teur d' « écrits en tous genre ». La présence du destinataire ou de ses ayants cause (1), n'apporte aucune modification à la situation des héritiers. C'est à ceux-ci et non pas à ses correspondants que l'auteur de lettres missives transmet en mourant son droit d'auteur.

---

1. Ceci est important au point de vue de la solution à donner à la question de l'application aux lettres missives du décret de l'an XIII, sur la publication des œuvres posthumes (V. plus loin p. 100).

---

## CHAPITRE II

---

### CAS OU LE DROIT D'AUTEUR A ÉTÉ L'OBJET D'UNE CESSION

Les dispositions de nos lois sur la propriété littéraire, qui sont relatives à la cession du droit d'auteur peuvent se résumer ainsi :

1° Les auteurs d'écrits en tout genre jouissent durant leur vie entière, du droit exclusif d'en céder la propriété en tout ou en partie ;

2° Leurs héritiers jouissent du même droit durant l'espace de cinquante ans après la mort des auteurs ;

3° Les cessionnaires sont substitués aux lieu et place des cédants.

La loi ne prescrit aucune forme spéciale pour la cession du droit d'auteur. Nulle disposition ne permet d'exiger un écrit. La cession, même verbale, si elle est prouvée, oblige les contractants (1).

Mais comme la loi de 1793 déclare *saisissable*

---

1. En ce sens: Seine, 23 août 1883 (*Gaz. des Trib.*, 24 août 1883) ; Seine, 3 avril 1903 (Pataille 04.188), etc.

toute œuvre imprimée ou gravée sans la permission formelle et par écrit de l'auteur, le cessionnaire agira sagement en se munissant d'une autorisation écrite.

## SECTION PREMIÈRE

### Qui peut céder le droit exclusif de reproduire des lettres missives ?

La jurisprudence reconnaît, aujourd'hui, à l'auteur de lettres missives, pendant sa vie, à ses héritiers (1), pendant cinquante ans après sa mort, le droit exclusif de céder la propriété littéraire de son œuvre.

Il suit de là que le destinataire à qui l'autorisation de publier les lettres n'a pas été donnée, ne peut pas céder un droit de propriété littéraire qu'il n'a pas.

Cette solution n'a pas toujours été admise. A l'époque où les tribunaux semblaient ne pas songer à étendre aux auteurs de lettres missives la protection accordée par les lois sur le droit d'auteur, un jugement et un arrêt intervinrent qui n'adoptèrent pas nettement ladite solution (2).

Avant que la Cour de Paris ne rendit cet arrêt,

---

1. Trib. civ. Seine, 11 mars 1897 : « Le droit de l'auteur de lettres missives peut être transmis par les héritiers de l'écrivain, à titre onéreux ou gratuit, à un tiers qui l'exercera à leur place » (D. 98.2.358).

2. D. 51.2.1 ; S. 50.2.625.

l'avocat général Meynard de Franc avait soutenu dans ses conclusions que le destinataire avait le droit de transmettre la propriété des lettres (avec le droit de les publier) « comme tout possesseur » (1).

La défenderesse, Mme Collet, prétendait s'appuyer sur un acte, en date du 17 juillet 1846 et rédigé en ces termes : « Je donne à Mme Louise Collet la copie des lettres de Benjamin Constant, me confiant à elle pour en faire l'usage qu'elle jugera le plus convenable pour sa mémoire, mais avec la condition que ces lettres ne pourront être communiquées ni publiées qu'après moi. »

Il ne vint pas à l'idée du tribunal civil de la Seine de refuser à cet acte toute valeur comme étant l'œuvre d'une personne qui, aux termes des lois sur la propriété littéraire, ne pouvait pas céder à un tiers un droit de publication qu'elle-même ne possédait pas. Les juges firent défense à « la dame Collet et à Girardin (2) de publier aucune lettre de Benjamin Constant à Mme Récamier », parce qu'ils estimaient que « dans les termes de l'écrit dont se prévalait la dame Collet, le droit de celle-ci était restreint à un usage honorable pour la mémoire de Benjamin Cons-

---

1. Il confondait, comme d'autres juristes, nous l'avons vu, la propriété matérielle de la lettre qui appartient en principe au destinataire et le droit de reproduction de l'œuvre que les lois sur la propriété littéraire accordent exclusivement à l'auteur.

2. Emile de Girardin, le fondateur du journal *La Presse* où Mme Collet projetait de publier les lettres.

tant » et que la publication des lettres litigieuses, en feuilletons, dans le journal *La Presse*, ne constituait pas un usage honorable de ces missives. Tout en déclarant que l'autorisation donnée par Mme Récamier de publier les lettres était subordonnée à certaines conditions, il tenaient cette autorisation pour valable.

Telle ne fut pas l'opinion de la Cour de Paris : « La correspondance dont il s'agit au procès, dit-elle, est une collection de lettres confidentielles ; la destinataire était liée par un véritable pacte tacite de ne les rendre publiques qu'avec le consentement de leur auteur ; ce consentement n'a jamais été donné par Benjamin Constant ; la veuve Récamier ne pouvait donc les livrer à la publicité, ni par elle-même, ni par mandataire, ni de son vivant, ni après sa mort ; il suit de là que tout pouvoir qu'elle aurait donné dans un but de publication, soit par son testament, soit par tout autre acte, irait au delà de son droit. »

Ainsi la Cour de Paris reconnaissait bien que l'autorisation donnée par Mme Récamier de publier les lettres n'était pas valable. Mais elle se basait, comme nous l'avons vu, sur le caractère confidentiel de ces lettres, non point sur les lois protégeant le droit d'auteur.

La jurisprudence contemporaine, en conformité avec les décisions qu'elle a adoptées quant à la détermination des titulaires du droit d'auteur, refuse au

destinataire le droit d'autoriser un tiers à publier les lettres qu'il a reçues, parce que lui-même destinataire ne peut les publier. Ainsi jugé par le tribunal civil de la Seine, le 21 mai 1904, dans l'affaire des lettres de Leconte de Lisle. Le fils du destinataire avait prétendu transmettre au sieur Guinaudeau la libre disposition de ces documents, avec l'autorisation de publier ce qui lui paraîtrait intéressant. Le tribunal raisonna de la manière suivant : Rouffet fils n'a pas pu conférer à Guinaudeau plus de droits qu'il n'en avait reçus de son père ; or celui-ci n'avait pas transmis à son fils sur les lettres de Leconte de Lisle un droit de propriété littéraire dont il ne jouissait pas lui-même ; il ne résulte pas des documents de la cause que Leconte de Lisle ait transmis à Rouffet père le droit de publication.

## SECTION II

### Formes de la cession du droit d'auteur sur les lettres missives

Nous examinerons les deux questions suivantes :

A) Certaines actions ou certaines omissions emportent-elles à elles seules cession du droit d'auteur, alors même que la volonté de celui-ci ne s'est pas exprimée tout au moins d'une façon nette ?

B) Faut-il admettre, au contraire, que la cession du droit d'auteur est soumise à certaines conditions de forme et de fond — dont la nécessité de l'expression formelle de la volonté de l'auteur ?

Ces questions se sont posées fréquemment dans la pratique, sous diverses formes.

1° *Le simple fait d'envoyer une lettre à quelqu'un doit-il être considéré comme transmettant au destinataire le droit de la publier ?*

Un auteur l'a soutenu (1). Mais la négative a pour elle, — outre le simple bon sens et l'équité — l'appui de la jurisprudence et de la majorité des auteurs.

« Il n'est pas vrai de dire, s'écriait, en 1826, Royer-Collard, au sein de la commission de la propriété littéraire (2), que la souscription d'une lettre constitue une transmission de propriété. L'intention de l'auteur, relativement à la publication, n'est pas implicitement exprimée par cet acte. »

Le 20 juin 1883 (3), le tribunal civil de la Seine jugea « que le destinataire n'acquiert pas, par le fait de la réception de la lettre, la propriété de l'œuvre qui y est renfermée ».

Et le 20 mai 1904, le même tribunal jugea que « l'auteur, malgré l'envoi qu'il a fait des lettres,

---

1. *Commission de la propr. litt. de 1826*, IX<sup>e</sup> séance, p. 209.

2. Pataille, 1887.108.

3. Deffis, *loc. cit.*

garde sur elles son droit d'auteur et peut transmettre ce droit à ses héritiers ».

2° *L'exercice du droit de réponse, dans les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, entraîne-t-il l'aliénation du droit de propriété littéraire qui appartient à l'auteur, sur son œuvre ?*

— Non, a répondu en 1901 la Cour de Paris (1). C'était lors du procès Brunetière. En réponse aux attaques du journal *Le Siècle*, l'illustre critique avait adressé à cette feuille un certain nombre de lettres. Son contradicteur, Yves Guyot, directeur du *Siècle*, fit paraître en volume, une fois la polémique terminée, les réponses de Brunetière avec les articles qui les avaient attirées. Poursuivi comme contrefacteur, il soutint, devant le tribunal, que Brunetière, par l'exercice qu'il avait fait de son droit de réponse, avait aliéné son droit d'auteur sur ses lettres (2).

Le tribunal de la Seine et la Cour de Paris rejetè-

---

1. D. 02-2-17. Note Pouillet approuvant l'arrêt.

2. Yves Guyot soutint également que Brunetière en lui adressant les lettres de polémique s'était fait son collaborateur et lui avait par là conféré un droit de propriété littéraire sur l'ensemble de l'œuvre commune.

Le tribunal de la Seine répondit que cette prétention n'était pas sérieuse : « Toute collaboration, dit-il, suppose à l'origine un contrat passé entre deux ou plusieurs personnes associant leurs efforts pour faire ensemble une œuvre littéraire ou artistique... Aucun accord de ce genre n'est intervenu entre Brunetière et Yves Guyot qui se sont bornés à mener l'un contre l'autre une polémique sans que chacun ait entendu conférer à l'autre, aucun droit sur son œuvre personnelle ».

rent ce moyen de défense : « Si l'article 13 de la loi de 1881, prononça la Cour, consacre au profit de l'intéressé le droit d'être imprimé et publié malgré son contradicteur, il n'implique point, la polémique une fois close, l'obligation pour l'une ou l'autre des parties, d'être contre son gré imprimée et publiée à nouveau. »

3° *Le dépôt d'originaux de lettres missives dans un établissement public (bibliothèque, archives, etc.), fait-il perdre à quiconque le droit d'auteur qu'il peut avoir sur ces manuscrits ?* — Il existe, en effet, un décret du 20 février 1809, aux termes duquel tous les manuscrits des archives, bibliothèques ou autres établissements publics, deviennent la propriété de l'Etat et ne peuvent être publiés et édités qu'avec l'assentiment des autorités compétentes.

*Première espèce :* George Sand prescrivit dans une lettre à Aucante du 10 mars 1864, que sa correspondance avec Alfred de Musset fût publiée dans des conditions qu'elle déterminait et que « la publication faite, les lettres autographes fussent déposées, pour y rester à tout jamais, soit à la Bibliothèque impériale, soit dans telles autres archives publiques qu'il plairait à Aucante de choisir, afin que toute personne pût vérifier l'exactitude de la publication ».

Dans un procès intenté en 1897 (1) par les héritiers

---

1. D. 98.2.358.

de George Sand, les défenseurs soutinrent que la romancière avait entendu par là faire tomber ces lettres dans le domaine public.

Or George Sand avait stipulé que les sommes formant le produit net de la publication ou représentant les droits d'auteurs seraient versées dans la caisse d'un bureau de bienfaisance ou employées à de bonnes œuvres quelconques.

« Il est donc manifeste, décida le tribunal de la Seine, que tout en abandonnant au public tout ce qui tient à la jouissance intellectuelle de l'œuvre, George Sand a entendu réserver au profit de ceux qu'elle a désignés, tout ce qui peut procurer à l'occasion de cette œuvre, un bénéfice matériel quelconque. »

Il est à remarquer que dans cette espèce ni les plaideurs, ni le tribunal n'ont fait état du décret de 1809.

*Deuxième espèce :* La correspondance que Mérimée avait adressée à Victor Cousin « durant la très longue période de leurs cordiales relations » avait été comprise dans un legs fait à l'Etat par ce dernier de sa bibliothèque et de divers manuscrits et documents.

On sait qu'à l'occasion de la correspondance de Mérimée, quatre décisions de justice furent rendues.

Le tribunal correctionnel de la Seine, le 17 dé-

cembre 1900 (1), jugea que le décret du 20 février 1809 conférait à l'Etat par une sorte d'expropriation légale, un droit absolu sur toute œuvre manuscrite versée dans ses archives, et non pas seulement sur les travaux, manuscrits et correspondances émanés des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. En appel, la Cour de Paris, le 15 juin 1901, s'abstint de formuler une opinion sur ce point (1).

Mais la question ayant été posée à nouveau, devant le tribunal civil de la Seine, ce dernier, le 30 juin 1908 (2), adopta la solution contraire : « Il ne résulte nullement du décret du 20 février 1809 que tout dépôt d'un manuscrit, d'un ouvrage dans un établissement public, ait pour effet d'en enlever la propriété à l'auteur. Ce décret, qui a été inspiré par une idée de censure préventive et en vue de la conservation des secrets de l'Etat, ne s'applique, en effet, qu'aux écrits faits par l'Etat, par les fonctionnaires de l'Etat ou ses agents dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur mandat (3). » Et le tribunal en tira cette conséquence que l'autorisation administrative, donnée à un particulier conformément au décret de

---

1. D. 03.2.273. Note Claro.

2. S. 11.2.89.

3. C'est en ce sens qu'a été rendu dans l'affaire des Mémoires de Saint-Simon, l'arrêt célèbre du 31 mars 1858 (D. 58.1.145; S. 58.1.513). Les Mémoires de Saint-Simon avaient été déposées en 1760 aux affaires étrangères, pour en empêcher la publication que Louis XV jugeait inopportune.

1809, de publier les lettres d'un auteur déposées dans une bibliothèque publique, ne pouvait suffire quand les droits de l'auteur ou de ses représentants subsistaient encore sur ces lettres.

La Cour de Paris, le 13 juillet 1910, adopta cette manière de voir.

4° *En matière de lettres missives, l'aliénation du manuscrit entraîne-t-elle l'aliénation du droit de reproduction ?*

La question s'est posée dans l'affaire des lettres de Lacordaire (1).

Par un codicille du 12 octobre 1859, Lacordaire avait légué à l'abbé Perreyve tous les manuscrits, papiers, correspondance qui seraient trouvés à l'heure de sa mort sous son nom, soit qu'ils émanassent de sa propre main, soient qu'ils eussent été transcrits par une main étrangère, comme témoignage de sa haute confiance dans l'élévation de son esprit et de gratitude pour une amitié qui ne lui avait jamais failli dans aucun temps.

La Cour de cassation, appelée à se prononcer sur les conséquences de ce legs, le fit en ces termes : « Le legs des manuscrits et papiers que laisse le testateur emporte au profit du légataire, à moins de restrictions contraires, le droit absolu d'en disposer et notamment de les publier en totalité ou par frag-

---

1. D. 64. 3. 112 ; Pataille, 65.375 ; 70.104.

ments. Il en est ainsi spécialement des lettres écrites par le testateur alors qu'elles n'ont aucun caractère confidentiel et que les juges du fait *constatent que son intention a été d'en autoriser la publication* » (1).

5° *L'abandon tacite du droit d'auteur est-il possible ?*

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 20 juin 1883 admit l'affirmative : « Le droit d'auteur, disposa-t-il, peut être abandonné par l'auteur des lettres au profit du destinataire. Cet abandon peut être exprès ou *tacite*, et dans ce dernier cas, il appartient au juge de le reconnaître d'après les circonstances de la cause, la nature de la correspondance, les relations des parties, en un mot, d'après la volonté présumée de l'auteur (2). »

Le tribunal ajouta : « L'abandon tacite se révèle notamment le plus souvent par ce fait que l'écrivain n'a pas conservé copie de la lettre missive et s'est mis par là dans l'impossibilité d'exercer son droit

---

1. En matière d'œuvres d'art, une jurisprudence très ancienne refusait aux peintres le droit de s'opposer à ce que les tableaux qu'ils ont vendu, soient exploités au moyen de la gravure, sans leur consentement.

Une loi du 9 avril 1910 a condamné cette jurisprudence dans son article unique : « L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, à moins de convention contraire, l'aliénation du droit de reproduction. »

2. M. le substitut Rau avait dans ses conclusions reconnu au juge le pouvoir d'apprécier « dans quelles circonstances l'auteur serait censé avoir renoncé à tous droits de propriété sur l'écrit sorti de sa plume. » (Pataille 87.108).

si le destinataire détruit la lettre ou refuse ultérieurement de la remettre. »

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 17 décembre 1900 admit, également, dans des termes presque identiques, la possibilité de l'abandon tacite du droit d'auteur : « Le droit d'auteur est susceptible de disparaître totalement, soit expressément, quand des dispositions précises s'expriment à cet égard, soit tacitement, quand des circonstances concluantes, abandonnées à l'appréciation du juge, laissent penser qu'en transmettant sa lettre, l'expéditeur a renoncé à réserver sa propriété d'auteur et s'est dépouillé de l'écrit au profit du destinataire, tant comme œuvre de son esprit que comme objet matériel. En l'espèce, il y a tout lieu de décider que Mérimée n'a jamais entendu se réserver aucun droit sur la substance littéraire contenue dans les lettres qui composent la correspondance litigieuse ; qu'en effet, il n'a gardé aucune copie des dites lettres, en sorte qu'il s'est mis, de ce fait et en connaissance des principes sur la matière, dans l'impossibilité d'exercer jamais ses droits d'auteur sur lesdites lettres, exposé qu'il était à s'en voir refuser le texte par les destinataires, ou bien ceux-ci ayant pu détruire ces lettres, ou les perdre, ou juger bon pour une raison quelconque, de ne pas les lui confier (1). »

---

1. D. 03.1.273. Note Claro.

Une troisième fois, le 30 juin 1908, le tribunal civil de la Seine, adopta cette manière de voir. « Le droit de l'auteur peut être abandonné soit expressément, soit *tacitement* ; et il appartient alors aux tribunaux de rechercher si, d'après les circonstances, il y a lieu de penser qu'en transmettant ses lettres, l'auteur a entendu renoncer à réserver sa propriété d'auteur et, par suite, se dépouiller de l'écrit au profit des destinataires tant comme œuvre de son esprit que comme objet matériel (1). »

En revanche, la Cour de Paris, le 13 juillet 1910 (1), jugea que la renonciation de l'auteur, au profit des destinataires, à tous ses droits sur sa correspondance ne se présumait pas et devait être établie avec certitude.

Elle estima qu'il importait peu, à cet égard, que l'auteur eût ou non gardé copie de ses lettres, le genre épistolaire trouvant comme toutes les œuvres de l'esprit, ses titres de propriété dans la loi même, et la renonciation à ce droit devant être établie avec d'autant plus d'évidence que l'œuvre était plus considérable et avait une valeur littéraire plus grande.

Elle décida, spécialement, qu'on ne saurait tirer une présomption d'abandon de la propriété littéraire au profit du destinataire ni du fait que le *de cuius* n'aurait pas énuméré expressément sa corres-

---

1. S. 11.2.89.

pondance dans le testament par lequel il constituait un légataire universel, dès lors qu'il a légué « toute sa fortune », et alors surtout qu'il n'a pas non plus fait mention dans son testament de ses œuvres éditées, que l'on ne peut songer à exclure du legs universel ; — ni du fait qu'il n'aurait pas exprimé le désir d'une publication posthume de sa correspondance, alors d'ailleurs qu'il avait choisi un exécuteur testamentaire très capable de la surveiller (1) ; — ni du fait qu'il aurait négocié lui-même le legs à l'Etat de la bibliothèque d'un de ses amis, comprenant parmi divers autographes un certain nombre de ses propres lettres.

La jurisprudence est donc contradictoire. Trois fois le tribunal de la Seine a jugé qu'en l'absence d'une expression formelle de la volonté de l'auteur les tribunaux avaient le pouvoir de reconnaître si l'auteur avait entendu ou non céder son monopole d'exploitation, bref de présumer la volonté de l'auteur.

En sens contraire, un arrêté de la Cour de Paris, infirmant la dernière de ces décisions, a jugé que la renonciation de l'auteur à tous ses droits sur sa correspondance, ne se présuait pas et devait être établie avec certitude.

Cette dernière solution est évidemment la bonne.

---

1. Du Sommerard.

Comme l'a dit fort justement M. Géný, « la publication est une prérogative essentiellement personnelle à l'écrivain, dont l'usage suppose un acte de volonté précis, parce qu'il engage sa responsabilité morale, et dont on ne doit pas supposer, par suite, un abandon bénévole de sa part (1). »

Mais, a écrit M. Laroze (2), dans une brochure parue à l'occasion du procès Sainte-Beuve, si une stipulation formelle est nécessaire pour que l'auteur se démunisse de la totalité de ses droits, on peut présumer dans certains cas qu'il a entendu autoriser le destinataire à publier ses lettres. En pareil circonstance, le destinataire pourra faire paraître cette correspondance sans être inquiété ; mais les héritiers de l'auteur auront le même droit de publication : le droit exclusif n'ayant pas été cédé au destinataire.

Cette distinction entre la simple autorisation de publier et la cession pleine et entière est ingénieuse et correspond peut-être quelquefois aux volontés de l'auteur. Du moins nous apparaît-il, que le fait de l'autorisation doit être établi avec certitude. Cette « simple autorisation » n'est autre qu'une cession partielle du droit de propriété littéraire. Pas plus que la cession pleine et entière elle ne doit être présumée. Les raisons données plus haut par M. Géný valent ici encore.

---

1. Géný, *op. cit.*, n° 144 ss.

2. Laroze, *op. cit.*, p. 13 ss.

SECTION TROISIÈME

**Etude de quelques exemples d'actes de cession**

La propriété littéraire des lettres missives, comme celle de tous autres écrits, peut être cédée à titre gratuit ou à titre onéreux, par acte entre vifs ou par testament. Cette solution a toujours été admise sans difficulté.

En fait, on a rarement vu des personnes donner, de leur vivant, l'autorisation de publier leur correspondance. En revanche presque tous ceux qui conservent leurs lettres déterminent avec soin à quelle personne ils entendent les laisser, à leur décès. Et s'ils envisagent la publication posthume de leur correspondance, ils choisissent un homme de confiance qui sera chargé de s'en occuper. Les dispositions testamentaires de cette sorte ont été nombreuses et comme elles mettaient aux prises des intérêts contraires, les tribunaux ont eu fréquemment à en connaître.

Nous examinerons successivement trois legs dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, mais sur lesquels nos explications n'ont pas été complètes.

1° *Legs Récamier*. — On connaît sa teneur : « Je donne à Mme Louise Collet la copie des lettres de Benjamin Constant, me confiant à elle pour en faire

l'usage qu'elle jugera le plus convenable pour sa mémoire, mais avec la condition que ces lettres ne pourront être communiquées ni publiées qu'après moi. »

Nous savons que la Cour de Paris ne reconnut pas à Mme Récamier le droit d'autoriser la publication des lettres de Benjamin Constant, cette dame n'ayant pas elle-même le droit d'y procéder.

Mais supposons que Mme Récamier ait eu ce droit : le don d'une copie suffit-il à opérer transmission du droit de reproduction ?

— L'avocat général Meynard de Franc répondit très justement à cette question : « La simple remise d'une copie, n'emporte pas autorisation de publier, à moins que le possesseur de l'original, en gardant cet original, n'autorise la publication sur cette copie, comme instrument de la publication. »

Une autre question s'est posée quant à l'étendue des droits transmis à la dame Collet. Voici comment elle fut réglée.

Le tribunal de la Seine qui, lui, avait admis que Mme Récamier avait pu donner valablement l'autorisation de publier les lettres de Benjamin Constant, déclara que cette autorisation n'était pas absolue et ne comportait pas « la faculté de publication à *titre de spéculation* ». Il résulte, en effet, des termes du legs, que Mme Récamier avait entendu faire jouer à Louise Collet le rôle d'exécutrice testamentaire, sans

vouloir lui transmettre la propriété littéraire des lettres, avec toutes ses conséquences.

2° *Legs Lamennais*. — Pour régler la publication de ses œuvres posthumes, Lamennais eut recours aux dispositions testamentaires suivantes :

« Tous mes papiers (1), autres que ceux d'affaires, seront remis à M. Emile Forgues, lequel en disposera en toute propriété ; m'en rapportant à lui pour le choix de ce qui devra en être publié, aussi bien que pour l'époque de cette publication, concernant laquelle mes intentions lui sont d'ailleurs connues...

« Dans le cas où M. Emile Forgues viendrait à décéder avant que la publication mentionnée ci-dessus fût ou commencée ou terminée, lesdits papiers que je lui lègue par le présent seront remis à M. Adrien-Benoît Champy qui en deviendra légataire et en disposera au même titre que M. Emile Forgues. »

Quelle est la nature de cet acte ? Cette question ne s'est pas posée en justice. Elle n'en est pas moins intéressante en elle-même.

Cet acte ne constitue pas une substitution prohibée. La charge de conserver et de rendre, caractéristique de ce genre de substitution, n'existe pas ici à l'encontre du grevé. La disposition testamentaire, en face de laquelle nous nous trouvons, est un legs conditionnel — d'une nature particulière, car l'ac-

---

1. Parmi ces papiers, se trouvaient 4 liasses de correspondance.

complissement de la condition dépend, ici, en grande partie de l'activité du grevé. Pendant longtemps, la jurisprudence a annulé ces sortes de legs comme contenant une substitution ; aujourd'hui elle en reconnaît la validité.

3<sup>e</sup> *Legs Lacordaire*. — Par un codicille du 12 octobre 1859, Lacordaire avait légué à l'abbé Perreyve tous les manuscrits, papiers, correspondances qui seraient trouvés à l'heure de sa mort sous son nom. Il crut devoir expliquer dans le préambule de ce codicille que, s'il disposait en faveur d'un ecclésiastique étranger à son ordre, des papiers personnels que l'usage des ordres religieux permet de transmettre par voie de legs ou de donation, c'était parce qu'ils n'avaient d'autre valeur appréciable que celle accordée au souvenir par une amitié fidèle.

Il fut jugé, malgré les prétentions contraires du destinataire, que ces paroles ne signifiaient pas qu'au cas où les objets légués à Perreyve, acquerraient une valeur vénale, le legs deviendrait caduc. « Ces paroles, estima le tribunal de la Seine, expriment seulement les scrupules d'un religieux qui se croit engagé moralement à laisser toute sa fortune à l'ordre dont il fait partie. »

---

### CHAPITRE III

---

**DANS QUELLES MESURES LES SANCTIONS AP-  
PORTÉES PAR LE DÉCRET DE 1793 ET LES  
ARTICLES 425 A 429 CODE PÉNAL A LA  
CONTREFAÇON DES « ÉCRITS EN TOUT  
GENRE » S'APPLIQUENT-ELLES AUX LET-  
TRES MISSIVES ?**

\* \* \*

A plusieurs reprises, nous avons eu l'occasion de dire que l'histoire de la jurisprudence relative à la propriété littéraire des lettres missives, se divisait en deux périodes.

Durant la première, on a semblé ignorer la possibilité d'appliquer aux lettres missives les lois civiles et les dispositions pénales relatives au droit d'auteur. Avec la seconde, au contraire, on voit apparaître des arrêts reconnaissant à l'auteur de lettres missives les mêmes droits qu'à l'auteur d'« écrits en tout genre » et sanctionnant les droits du premier de la même manière que ceux du second.

Cette division en deux périodes s'applique à la

matière que nous étudions présentement. Jusqu'à une date récente, les personnes qui avaient un droit d'auteur sur des lettres missives semblaient ignorer les pouvoirs qu'elles tenaient du décret de 1793 pour faire saisir les exemplaires des éditions contrefaites. Les articles 425 à 429 du Code pénal qui définissent et punissent la contrefaçon paraissaient leur être inconnus.

Les héritiers de Benjamin Constant ne déposèrent pas une plainte en contrefaçon contre la dame Collet. — Lacosse dont la lettre-circulaire électorale avait été imprimée malgré lui par Froment et Boiserie avec des observations de La Batut, n'agit en contrefaçon ni contre les imprimeurs, ni contre l'annotateur. Mais il demanda et obtint des dommages-intérêts. Morand, lui aussi, dans l'affaire Sainte-Beuve, se contenta de demander des dommages-intérêts contre Calmann-Lévy.

C'est seulement à l'occasion des litiges les plus récents (affaires Sand, Brunetière, Leconte de Lisle, Mérimée) que la question de la contrefaçon a été soulevée par les demandeurs et que les tribunaux ont appliqué les sanctions de ce délit.

Analysons cette jurisprudence.

*A. — Qu'est-ce qui constitue la contrefaçon ?*

L'article 425 du Code pénal définit ainsi la contrefaçon : « Toute édition d'écrits... imprimée ou

gravée, en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon ; et toute contrefaçon est un délit. »

L'article 426 ajoute : « Le débit d'ouvrages contrefaits est un délit de la même espèce. »

Nous examinerons successivement les trois points suivants :

1° La bonne foi du prévenu est-elle exclusive du délit de contrefaçon ?

2° Comment doit-on concilier le droit de citation et le droit exclusif de reproduction ?

3° Le délit de contrefaçon est-il indépendant du préjudice causé à l'auteur contrefait ?

1° *La bonne foi du prévenu est-elle exclusive du délit de contrefaçon.* — La jurisprudence et la doctrine admettent qu'en matière de propriété littéraire, la bonne foi du prévenu est exclusive du délit de contrefaçon.

Le tribunal correctionnel de la Seine dans un jugement du 17 décembre 1900 et la Cour de Paris dans un arrêt du 15 juin 1901 ont fait application de cette idée en matière de lettres missives (1).

Un critique littéraire, Chambon, avait publié des lettres de Mérimée.

La légataire universelle de ce dernier l'assigna en correctionnelle, ainsi qu'un libraire nommé Dorbon,

---

1. D. 03. 2. 273.

pour qu'ils fussent déclarés coupables de contre-façon.

Le libraire n'avait fait qu'acheter et mettre en vente des exemplaires de l'ouvrage prétendu contre-fait.

En acquérant ces exemplaires, il n'avait pas pu présumer que leur publication était illicite. Il n'aurait d'ailleurs pas pu se renseigner à cet égard sans des recherches et des démarches nombreuses, compliquées et onéreuses, qui n'auraient même pu aboutir à une certitude pour lui. Bien plus, aussitôt que Dorbon avait été averti par le prétendant droit à la propriété littéraire, des difficultés que la publication pouvait engendrer, il avait fait disparaître de son catalogue l'ouvrage litigieux, et avait fait insérer au *Journal de la Bibliographie*, antérieurement à toute mesure comminatoire, une rectification très formelle, démonstrative de sa bonne foi. Enfin, la bonne foi de Dorbon était attestée par ce fait que l'auteur de l'ouvrage, son vendeur, pouvait lui produire pour la majeure partie des documents publiés, des autorisations conformes au décret du 20 février 1809 (1).

En considération de quoi, le tribunal correctionnel prit à l'égard de Dorbon la décision suivante : « Attendu qu'il est démontré qu'en toute hypothèse Dorbon a été constamment de bonne foi, l'article 425

---

1. Voir p. 68.

du Code pénal, comprenant la mauvaise foi au nombre de ses éléments constitutifs, ne saurait lui être appliqué. »

Vis-à-vis de l'auteur de la publication litigieuse, la Cour de Paris décida que le fait par lui de s'être muni de l'autorisation prévue par le décret du 20 février 1809 (1) pour publier des lettres missives déposées dans une bibliothèque publique, lui permettait d'invoquer sa bonne foi et d'échapper à toutes poursuites en contrefaçon.

Mais quant aux lettres qui n'avaient pas été déposées dans une bibliothèque publique, la Cour jugea que la publication d'une semblable correspondance, au mépris des droits des ayants cause de l'écrivain, constituait une véritable édition d'une œuvre sur laquelle Chambon n'avait pas de motif légitime de se croire un droit quelconque ; et que la négligence de cet écrivain de se préoccuper du droit pouvant appartenir à autrui ne saurait équivaloir à la « bonne foi » exclusive du délit.

Ainsi, les juges correctionnels ont qualité pour constater l'existence ou l'absence de la bonne foi et ils jouissent à cet égard d'un pouvoir souverain d'appréciation (2).

---

1. La Cour, ainsi qu'on l'a vu page 70, s'abstenait d'ailleurs de donner son avis quant à l'interprétation à donner au décret de 1809.

2. Cass., 13 janv. 1866 et 23 juin 1893 (D. 66.1.235 ; 93.1.616).

2° *Conciliation du droit de citation et du droit exclusif de reproduction.* — Le droit de citation qui appartient à chacun et le droit de reproduction intégrale qui est le monopole exclusif de l'auteur et de ses ayants cause ne sauraient être confondus (1).

Où s'arrête le droit de citation ?

En matière de lettres missives, la question s'est posée à trois reprises : en 1897, pour la correspondance de George Sand ; en 1899 et 1901, pour celle de Brunetière ; en 1900 et 1901 pour celle de Mérimée.

Les décisions rendues l'ont toutes été dans le même sens.

Voici d'abord un extrait du jugement rendu par le tribunal civil de la Seine le 11 mars 1897 : « Toute citation ne constitue pas une contrefaçon ; il est légitime et légal de citer un ou plusieurs passages d'un ouvrage, soit pour le discuter, soit pour en tirer argument au profit d'une opinion ou d'une doctrine ; il ne saurait en être autrement — il n'y a donc contrefaçon — qu'autant que les emprunts faits à l'œuvre d'autrui sont notables et dommageables, c'est-à-dire assez étendus pour tenir lieu, dans une large mesure, de l'ouvrage lui-même dont ils sont tirés, et qu'ils sont de nature à détourner le lecteur de la pensée de lire cet ouvrage. »

---

1. Affaire Brunetière ; Paris, 21 fév. 1901 (D. 02.2.18, 2° col.).

Le 14 décembre 1899, le tribunal civil de la Seine reprit la même idée presque dans les mêmes termes : « S'il est légitime et légal de citer un ou plusieurs passages d'un ouvrage, soit pour le discuter, soit pour en tirer argument au profit d'une doctrine, il n'en peut être ainsi lorsque les emprunts faits à l'œuvre d'autrui sont assez étendus pour tenir lieu de cette œuvre, à plus forte raison, lorsqu'ils constituent comme dans l'espèce, la reproduction totale et absolue de l'ouvrage lui-même. »

Dans le même sens, à la date du 15 juin 1901, la Cour de Paris jugea que la publication de deux lettres inédites d'un auteur et de nombreux passages expurgés dans une édition antérieure ne pouvait être considérée comme le simple exercice du droit de critique et d'étude littéraire, alors que les textes reproduits ne figuraient pas comme l'accessoire d'un travail personnel, à titre de citations ou de documents sur lesquels s'exercerait la discussion de l'auteur, mais formaient la partie principale de l'ouvrage.

3° *Le délit de contrefaçon est-il indépendant du préjudice causé à l'auteur contrefait ?* — Le tribunal correctionnel de la Seine (1), dans son jugement du 17 décembre 1900, a répondu très complètement à cette question : « L'usurpation de tout ou partie de

---

1. D. 03. 2. 273.

l'œuvre d'autrui suffit à constituer la contrefaçon, indépendamment du préjudice plus ou moins grand qui peut en résulter pour l'auteur contrefait, la question de préjudice ne pouvant avoir d'influence que sur la qualité de la peine et des dommages-intérêts. Le vœu de la loi est de garantir la propriété contre toutes les atteintes qui lui sont portées, même si leur auteur n'a pas agi dans un but de spéculation et de concurrence commerciale. Le délit de contrefaçon, à l'instar du vol, a sa base non point dans l'importance de la chose qui en fait l'objet, mais uniquement dans la violation du droit de propriété, sous la réserve, dans la matière en litige, du droit de citation.

#### B. — *Sanctions de la contrefaçon*

Les sanctions de la contrefaçon prévues par le décret-loi de 1793 et les articles 427 à 429 du Code pénal sont la saisie des exemplaires contrefaits, l'amende, la confiscation et le paiement d'indemnités.

1<sup>o</sup> *Saisie des exemplaires contrefaits.* — En vertu de l'article 3 du décret du 19 juillet 1793 modifié par le décret du 25 prairial an III, les commissaires de police — et à défaut les juges de paix — sont tenus de faire « confisquer » à la réquisition et au profit des auteurs, de leurs héritiers ou cessionnaires, tous

les exemplaires des éditions imprimées ou gravées sans la permission formelle et par écrit des auteurs.

Il est clair qu'ici le mot « confisquer » est employé dans le sens de « saisir » : « La loi n'a pu vouloir attribuer aux fonctionnaires chargés de la saisie le droit de se faire juges de la question de savoir si la contrefaçon existe. Elle leur enjoint seulement d'obtempérer à la réquisition de l'auteur et de mettre sous la main de justice les exemplaires réputés contrefaits (1). »

En matière de lettres missives, nous pouvons citer deux cas de saisies.

Le tribunal civil de la Seine les a reconnues l'une et l'autre pleinement valables.

Vers la fin de l'année 1898, Yves Guyot avait publié une brochure intitulée : *les Raisons de Basile*. Cet opuscule contenait *in extenso* les lettres échangées entre Brunetière et le directeur du *Siècle* au cours de la polémique dont il a été parlé (2). Brunetière fit saisir chez le libraire Stock 252 exemplaires de la brochure, reliquat du tirage de 1.600 qui en avait été fait ; et par acte du 16 décembre 1898, il fit assigner Yves Guyot et Stock devant le tribunal civil de la Seine pour s'entendre déclarer contrefacteurs. Ces derniers demandèrent reconventionnellement que

---

1. Pouillet, 3<sup>e</sup> édit., p. 662. — En ce sens Géný, t. I, n<sup>o</sup> 154.

2. Voir p. 67.

Brunetière « ayant fait saisir sans droit 252 exemplaires de la brochure » soit condamné à 1 franc de dommages-intérêts. Le tribunal déclara Yves Guyot et Stock mal fondés dans leurs conclusions reconventionnelles.

Autre exemple de saisie. Après la publication chez Fasquelle, des *Premières poésies et lettres intimes* de Leconte de Lisle, la veuve de celui-ci fit pratiquer une saisie des exemplaires de l'ouvrage chez divers libraires qui en avaient le dépôt, ainsi que chez Fasquelle lui-même. Puis elle assigna Fasquelle et Guinaudeau (1) devant le tribunal civil de la Seine, afin de faire ordonner la confiscation des exemplaires saisis.

2° *Amende et confiscation.* — L'article 427 du Code pénal dispose : « La peine contre le contrefacteur sera une amende de 100 francs au moins et de 2.000 francs au plus, et contre le débitant une amende de 25 francs au moins et de 500 francs au plus. La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre le débitant. »

Aucun tribunal ne s'est refusé à appliquer ces peines, quand il s'est agi de lettres missives.

Mais sur le point de savoir quel était le tribunal compétent pour prononcer la confiscation (le tribu-

---

1. Voir page 58.

nal civil ou le tribunal correctionnel), la jurisprudence s'est montrée hésitante.

Du moins, aucune décision, rendue à propos de lettres missives, n'a-t-elle reconnue compétence au tribunal civil.

Le tribunal civil de la Seine disposa, le 14 décembre 1899, que « la confiscation ne pouvait, en cette matière, où elle avait conservé le caractère de peine, être prononcée que par le tribunal de police correctionnelle, et que le tribunal civil était incompétent pour statuer sur les conclusions prises de ce chef devant lui (1) ».

Le même tribunal, à la date du 20 mai 1904, se déclara incompétent pour ordonner la confiscation des exemplaires saisis de la publication interdite, « cette mesure constituant une véritable pénalité (2) ».

\* \* \*

La solution qu'il convient d'apporter à cette question de compétence dépend de la solution qu'on doit donner à la question suivante : quel est le caractère de la confiscation, quand il s'agit d'une œuvre littéraire ou artistique ?

Les uns soutiennent que la confiscation est une

---

1. D. 02.2.17 note Pouillet ; S. 02.2.151.

2. *Le Droit* du 21 mai 1904.

peine. Les autres lui accordent le caractère d'une réparation civile, d'un complément d'indemnité.

Pendant longtemps, cette dernière opinion a prévalu. Les tribunaux civils se reconnaissaient compétents pour prononcer la confiscation et l'ordonnaient même le cas échéant à l'égard d'un prévenu acquitté.

Mais les décisions les plus récentes rangent la confiscation parmi les peines proprement dites et refusent à la juridiction civile le droit de la prononcer, comme aux tribunaux correctionnels celui de l'ordonner en cas d'acquiescement du prévenu (1).

Voici les arguments sur lesquels s'est appuyé le tribunal civil de la Seine pour rendre son jugement dans l'affaire Brunetière (14 décembre 1899) :

1<sup>o</sup> Un arrêté interprétatif du 29 messidor an VII, rendu au rapport de Cambacérès et l'article 11 du Code pénal rangent la confiscation parmi les peines ;

2<sup>o</sup> La destination ultérieure des choses qui sont le produit de la confiscation, ne change pas la nature de celle-ci et ne saurait, alors surtout que l'article 429 la distingue expressément de la confiscation, en tant que mesure répressive, dépouiller celle-ci, en l'absence d'une dérogation expresse au principe susmentionné, du caractère essentiellement répressif qui lui est propre ;

3. L'article 49 de la loi du 5 juillet 1844 qui porte

---

1. Cass., 22 déc. 1882 ; D. 84.1.369 ; Cass., 23 juin 1893 ; D. 93.1.616.

que la confiscation des objets contrefaits doit être prononcée, même en cas d'acquittement contre le contrefacteur ou le débitant, n'est qu'une disposition exceptionnelle qui ne s'applique qu'en matière de brevets d'invention.

Sans chercher à réfuter ces arguments, M. Pouillet dans son commentaire du jugement dont nous venons de parler (1) préconise la thèse adverse. Il lui semble que « toute difficulté devrait s'évanouir en présence des articles 427 et 429 du Code pénal rapprochés et combinés. La législation, en prononçant la confiscation des objets contrefaits, a montré sa volonté de les retirer du commerce, et en en ordonnant la remise à l'auteur, a montré sa volonté de les faire rentrer dans le domaine de celui qui seul a le droit de les posséder. Qu'importe, après cela, que, pour une raison ou pour une autre, aucune peine ne puisse être prononcée contre le délinquant ; ce sont les objets contrefaits qui sont les vrais coupables ; ce sont eux que la confiscation atteint, et qu'elle doit atteindre, où qu'ils soient, même dans des mains innocentes. Dès l'instant qu'il s'agit d'une restitution au véritable propriétaire, tout tribunal, investi par la loi du droit de juger le détournement, doit être compétent pour en ordonner la restitution ».

A quelle opinion nous rallier ?

---

1. 14 déc. 1899 (D. 02.2.17).

En présence des termes formels des articles 11 et 427 du Code pénal (1), il nous paraît difficile de douter que la confiscation ne soit une peine et que par suite le tribunal correctionnel ne soit seul compétent pour la prononcer.

Cette solution ne présente pas des inconvénients aussi grands qu'on pourrait le craindre car le tribunal civil jouit d'une grande latitude, même en cas d'acquiescement du prévenu, dans l'attribution des dommages-intérêts ;

3. *Paielements d'indemnités.* — En vertu de l'article 429 du Code pénal, le produit des confiscations doit être remis au « propriétaire » (2) pour l'indemniser du préjudice qu'il a souffert ; et le surplus de son indemnité, s'il n'y a pas eu vente d'objets confisqués (3) doit être réglé par les voies ordinaires.

La plupart des affaires dont nous nous sommes occupés ont donné lieu à l'allocation de dommages-intérêts.

Aussi bien, y a-t-il un certain nombre de moyens dont le titulaire du droit d'auteur peut user, soit pour

---

1. Art. 11 C. pén. : « La confiscation spéciale soit du corps du délit, ... soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles. » Voir plus haut l'article 427.

2. La loi entend par là le titulaire du droit d'auteur.

3. Il arrive assez souvent que les auteurs dont les œuvres ont été contrefaites demandent aux tribunaux d'ordonner la destruction des exemplaires contrefaits. Cf. Affaire Brunetière. D. 02.2.17.

préservé son droit exclusif de toute atteinte, soit pour faire réparer les atteintes portées à son droit, alors même que le délit de contrefaçon n'a pas été commis.

a) Dans tous les cas, il peut former une demande en dommages-intérêts, pour le préjudice éprouvé du fait de la publication induue (Exemple : Lacosse, pour sa lettre-circulaire électorale).

Sous l'empire du décret de 1793, le montant des dommages-intérêts était fixé par la loi. Tout contrefacteur devait payer une somme équivalente au prix de 3.000 exemplaires de l'édition originale. L'article 429 du Code pénal a abrogé cette disposition (1). Il n'est plus contesté aujourd'hui que les tribunaux ont, en ce qui touche les dommages-intérêts, un souverain pouvoir d'appréciation ;

b) L'auteur lésé peut encore demander, à titre de réparation, l'insertion du jugement à intervenir dans un certain nombre de journaux, aux frais de la partie condamnée (Exemple : affaires Brunetière, Leconte de Lisle) ;

c) Il peut solliciter des tribunaux, des injonctions accompagnées d'astreintes ;

d) Enfin, il peut, par acte extrajudiciaire, signifier à qui de droit qu'il entend s'opposer à telle publication projetée ou annoncée qui serait faite indûment.

---

1. En ce sens, Pouillet, 3<sup>e</sup> édition, p. 715.

C'est ainsi que suivant exploit de George, huissier à Paris, en date du 4 octobre 1902, la veuve de Leconte de Lisle, en qualité d'unique héritière de son mari, fit défense à Fasquelle d'éditer et de mettre en vente l'ouvrage dont il a été parlé plus haut et qui n'avait pas encore paru.

---

## CHAPITRE IV

### DE L'OBLIGATION DU DÉPOT LÉGAL

---

#### Application aux lettres missives de l'article 6 du décret du 19 juillet 1793

L'article 6 du décret du 19 juillet 1793 est ainsi conçu : « Tout citoyen qui *mettra au jour* un ouvrage, soit de littérature ou de gravure, dans quelque genre que ce soit, sera obligé d'en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque nationale ou au cabinet des estampes de la République, dont il recevra un reçu signé par le bibliothécaire ; faute de quoi il n'en pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs. »

Les tribunaux (1) devant lesquels la question s'est posée, ont admis que cet article concernait les lettres missives comme les autres ouvrages de l'esprit. Mais ils ont rappelé le principe (2) unanime-

---

1. Trib. corr. Seine, 17 déc. 1900 ; Paris, 15 juin 1901 (D. o3. 2.273).

2. Rép. alphab. D v° Propr. litt., n° 446 ; *Suppl. eod. v°* n° 121. Trib. Seine, 21 mars 1877 (Pataille 1879-377).

ment admis, que la nécessité du dépôt légal ne s'appliquait qu'aux ouvrages mis à jour. Ainsi, quoique non susceptibles du dépôt préalable, les lettres mises, comme les manuscrits et les épreuves, jouissent de la protection que la loi accorde aux « écrits en tout genre ».

La question du dépôt légal fut agitée lors de l'affaire des lettres de Mérimée. Calmann-Lévy avait publié en 1881 deux volumes de lettres de Mérimée à Panizzi — en expurgeant celles-ci des passages jugés trop lestes. Une vingtaine d'années après, un critique littéraire nommé Chambon publia sans droits dans une étude sur Mérimée un grand nombre de lettres, y compris les passages précédemment expurgés.

Le tribunal de la Seine et la Cour de Paris décidèrent (en vertu de la règle que la nécessité du dépôt ne s'applique qu'aux ouvrages mis à jour), que Calmann-Lévy était bien fondé à s'opposer à ce que quiconque publie même lesdites expurgations au mépris de ses droits.

Ces deux juridictions estimèrent que les effets du dépôt légal de l'édition de la correspondance d'un écrivain s'appliquaient non seulement aux lettres publiées, mais encore aux passages qu'on avait cru devoir en supprimer ; alors que ces derniers, sans importance appréciable au regard de la totalité de l'œuvre, ne pouvaient être considérés que comme un accessoire de l'ensemble de la publication.

M. Claro, dans une note au Dalloz sous l'arrêt en question, a fait observer avec juste raison qu'on ne pouvait pas admettre sans réserve la règle d'après laquelle le dépôt vaudrait, par application de la théorie générale de l'accessoire, à la fois pour l'ouvrage déposé et pour les parties qui en auraient été extraites, préalablement au dépôt : on ne pourrait, par exemple, appliquer cette règle au cas d'ouvrages imprimés, dont certains fragments n'auraient pas été déposés.

---

## CHAPITRE V

### DES ŒUVRES POSTHUMES

---

#### Application aux lettres missives du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII (art. 1<sup>er</sup>)

En vertu du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, « les propriétaires, par succession ou à autre titre, d'un ouvrage posthume ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables ».

Si l'on appliquait ce texte purement et simplement aux propriétaires de lettres missives, on arriverait, à la mort de l'auteur des lettres, à reconnaître le droit d'auteur au destinataire et non pas aux héritiers de l'auteur. Or la jurisprudence est unanime à admettre qu'à la mort de l'auteur, son droit de propriété littéraire, quand il n'en a pas disposé, passe à ses héritiers et non au destinataire à qui la jurisprudence reconnaît pourtant la propriété des lettres.

Ainsi, la jurisprudence n'applique pas purement

et simplement aux propriétaires de lettres missives posthumes, c'est-à-dire non encore publiées à la mort de l'auteur, le décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII.

Quelle condition met-elle à cette application ?

Trois jugements ont répondu à cette question. Deux l'ont fait dans les mêmes termes : les propriétaires de lettres posthumes ne peuvent les publier et jouir du droit exclusif de reproduction que si l'auteur a abandonné, expressément ou tacitement son droit de propriété littéraire.

C'est le tribunal civil de la Seine qui déclarait, le 20 juin 1883 : « Le droit (de propriété littéraire) peut être abandonné par l'auteur au profit du destinataire, qui devient *alors* propriétaire des lettres comme d'un véritable manuscrit, et acquiert sur elles, l'auteur étant décédé, les droits déterminés par le décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII relatif aux œuvres posthumes. L'abandon, d'ailleurs, peut être exprès ou tacite (1). »

C'est, aussi, le tribunal correctionnel de la Seine qui jugeait le 17 décembre 1900 que *par suite de l'abandon tacite* qu'avait fait Mérimée de son droit d'auteur sur les lettres litigieuses, les détenteurs des lettres en question, Cousin d'abord et l'Etat, son légataire, ensuite, étaient devenus les propriétaires de manuscrits, qui leur confèreraient, s'ils les faisaient publier, les droits spécifiés au décret du

---

1. Pataille, 87-108.

1<sup>er</sup> germinal an XIII, et relatif aux œuvres posthumes (1).

Le troisième jugement, en date du 20 mai 1904, s'exprima en ces termes : « Pour se prévaloir du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, le détenteur des lettres missives émanant d'un auteur décédé, doit justifier de son droit de propriété, et il ne suffit pas pour cela qu'il ait obtenu du destinataire des lettres la libre disposition de ces documents, avec l'autorisation de publier ce qui lui paraîtrait intéressant (2). »

Ce jugement semble admettre qu'il suffit que le détenteur de lettres posthumes justifie de son droit de propriété pour qu'il puisse les publier. Ce n'est qu'une apparence, car il décide par ailleurs que le destinataire, quoique propriétaire des lettres, ne jouit pas du droit de reproduction, à moins que l'auteur ne lui en ait fait abandon.

Ainsi, les auteurs de ce dernier jugement partageaient l'opinion de leurs prédécesseurs : les propriétaires de lettres posthumes n'ont les mêmes droits que l'auteur qu'au cas où ce dernier les a abandonnés expressément ou tacitement.

Mais cette solution ne contredit-elle pas un arrêt de Cassation dont nous rappelons les termes : « Le legs des manuscrits et papiers que laisse le testateur

---

1. D. 03.2.273. Note Claro.

2. *Le Droit* du 21 mai 1904.

emporte, au profit du légataire, à moins de restrictions contraires, le droit absolu d'en disposer, et notamment de les publier en totalité ou par fragments. Il en est spécialement ainsi des lettres écrites par le testateur, alors qu'elles n'ont aucun caractère confidentiel et que les juges du fait constatent que son intention a été d'en autoriser la publication (1). »

Si le legs d'une correspondance emportait *ipso facto* aliénation du droit de publication au profit du légataire, ce serait un cas où le propriétaire d'une lettre posthume aurait les mêmes droits de propriété littéraire que l'auteur sans que ce dernier les ait formellement abandonnés.

Mais l'arrêt en question précise, quant aux lettres léguées par le testateur, que le legs de cette correspondance emporte le droit de la publier, « alors que les juges du fait constatent que l'intention de l'auteur a été d'en autoriser la publication ».

Le propriétaire de lettres posthumes qui tient ses droits d'un legs n'a donc, lui non plus, les mêmes droits que l'auteur qu'au cas où ce dernier a manifesté l'intention d'autoriser la publication de ses lettres.

Ainsi, la jurisprudence n'applique aux lettres missives le décret de germinal, qu'avec un tempérament dû à la nature de cette catégorie d'écrits.

---

1. Pataille 1870, p. 104.



## TROISIÈME PARTIE

---

### **De la protection de l'auteur des lettres missives en dehors des lois sur la propriété littéraire.**

Nous venons de voir comment la jurisprudence appliquait aux lettres missives, les textes relatifs aux écrits en tout genre, que nous avons énumérés au début de la deuxième partie.

La protection des lettres missives comme œuvre propre de l'esprit ne se borne pas là. La jurisprudence a reconnu à leur auteur, comme à l'auteur d' « écrits en tout genre », un droit, qualifié de droit moral, dont aucun texte ne parle.

D'autre part, le principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives vient renforcer, en notre matière, la protection de l'écrivain.

Nous étudierons d'abord le droit moral de l'auteur de lettres missives tel qu'il s'est présenté en jurisprudence. Nous examinerons ensuite, comment le principe de l'inviolabilité du secret des lettres contribue à la protection de l'écrivain.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LE DROIT MORAL DE L'AUTEUR DE LETTRES MISSIVES

Un éminent professeur de la Faculté de Paris a défini le droit moral « le droit pour l'auteur et pour l'artiste de faire respecter dans leurs œuvres leur pensée et leur personne ».

#### Transmissibilité du droit moral aux héritiers du sang

Ce droit est pleinement transmissible aux héritiers du sang. Les tribunaux reconnaissent à ceux-ci le droit de veiller à la mémoire et à la réputation littéraire des auteurs. Ainsi en ont-ils décidé lors des procès relatifs à des correspondances, dont nous avons déjà parlé.

Lorsque le journal *la Presse* annonça qu'il allait faire paraître en feuilletons la correspondance de Benjamin Constant à Mme Récamier, l'héritière de l'auteur des lettres — sa sœur, la dame d'Estournelles

— intervint pour faire interdire cette publication. Le tribunal de la Seine déclara cette intervention recevable « attendu que le droit de veiller au respect dû à la mémoire des membres d'une famille est un devoir pieux qui appartient incontestablement aux parents de la personne décédée ». Et considérant que publier une correspondance par la voie de la presse et en feuillets n'était pas en faire un usage honorable pour la mémoire de l'auteur des lettres, le tribunal interdit une semblable publication (1).

Après la mort de Lamennais, son exécuteur testamentaire, Emile Forgues, auquel il avait légué sa correspondance à charge de la publier dans des conditions déterminées, émit la prétention de comprendre dans cette publication non pas seulement les lettres existant au domicile du défunt, mais aussi certaines lettres qui se trouvaient, au jour du décès, entre les mains de tierces personnes (2).

La famille de Lamennais représentée par sa petite nièce Mlle Augustine de Kertangui et par la mère de celle-ci, s'adressa alors en justice afin de faire juger que « M. Forgues ne pourrait publier que les lettres trouvées au domicile de M. de Lamennais ».

Mme de Kertangui se basait sur le motif suivant : « Il pourrait arriver qu'en mêlant à la reproduction d'œuvres inédites, mais que Lamennais a connues

---

1. D. 51.2.1; S. 50.2.625.

2. Pataille, 57, 280.

et classées et dont il a pu apprécier la valeur morale, des correspondances effacées de son souvenir, Forgues compromet le nom et la réputation de son auteur. »

La Cour de Paris, le 4 mai 1857, donna gain de cause à la demanderesse. « attendu que la famille a le droit de s'opposer à ce qu'en l'absence d'une clause qui y autorise Forgues expressément, celui-ci, par sa seule volonté, se rende l'arbitre d'aussi chers intérêts. »

Un demi-siècle plus tard, le tribunal civil de la Seine statuait encore dans le même sens : il reconnaissait à la veuve de Leconte de Lisle, — son unique héritière et la légataire de ses ouvrages inédits — le droit de s'opposer à la publication de lettres de jeunesse, — écrites par son mari —, qu'elle jugeait susceptibles de nuire à la réputation d'écrivain de ce dernier (1).

Est-ce à dire que l'héritier soit juge absolu de l'opportunité de la publication des lettres émancipées (2) de son auteur? — Non pas. Le tribunal

---

1. Seine, 20 mai 1904 : « Attendu qu'afin de maintenir le grand renom de Leconte de Lisle qui est consacré par des œuvres insérées dans des éditions définitives, la demanderesse ne veut pas que des écrits datant de la vingtième année de son mari et dépourvus de toute valeur littéraire puissent être mis au jour. »

2. Cf. les considérants de la cour de Paris dans son arrêt rendu sur appel de ce jugement (Pataille, 65-375) : « Loin d'avoir, comme le soutient l'appelant, publié à tort et imprudemment le volume intitulé : *Lettres du Père Lacordaire à des jeunes gens*, l'abbé

civil de la Seine, dans un jugement du 2 décembre 1864, s'est prononcé formellement pour la négative. Il décida que l'opposition de l'héritier à la vente d'un volume contenant la reproduction d'un choix de lettres du *de cujus*, devait être rejetée, du moment que la publication émanait d'un légataire particulier des papiers personnels, à l'amitié duquel le défunt s'en était rapporté de l'usage qui serait fait de ses lettres, et alors que, — d'après son appréciation à lui tribunal — cette publication, dans les conditions où elle avait été faite, ne pouvait être qu'honorable pour la mémoire du défunt.

Les tribunaux se sont toujours réservés la faculté de contrôler l'exercice du droit moral, même chez les héritiers du sang (1).

C'est ce que George Sand remarquait déjà en 1859. A cette époque, elle songeait à publier sa correspondance avec Alfred de Musset. Mais quel droit avait-elle à publier les lettres de son ami ?

---

Perreyve a, au contraire, par cette publication, mis une fois de plus en lumière les belles qualités de l'âme du P. Lacordaire et fait honneur à sa mémoire. »

1. Cf. le litige soulevé par la publication des lettres de Paul Baudry par Charles Ephrussi. Seine, 20 juillet 1888 (*Gaz. Pal.*, 88.2.21) : « Attendu que sa demande (de la veuve agissant comme tutrice des enfants de Paul Baudry) ne se justifierait pas davantage par le motif que la publication dont s'agit au procès, serait de nature à diminuer le prestige qui s'attache justement au nom et à l'œuvre artistique de Paul Baudry, que la seule lecture du livre suffit à dissiper sur ce point toutes les appréhensions et à désarmer toutes les susceptibilités. »

Pour s'en éclaircir, elle demanda une consultation à son avoué berrichon qui lui prêta le Dalloz. Après avoir lu ce recueil, George Sand exposa en ces termes à l'homme de loi, les conclusions qu'elle en tirait : « Il est peut-être permis de publier quand ce n'est ni par spéculation, ni en vue d'aucune délation ou vengeance, et quand les lettres ne peuvent que faire honneur à celui qui les a écrites ; enfin, quand on n'y laisse rien qui puisse compromettre ou affliger personne et c'est ici le cas (1). »

Puis elle ajouta que si les héritiers (de Musset) réclamaient, on leur abandonnerait avec empressement le profit de la publication.

George Sand croyait ainsi devoir être quitte envers eux. Elle se trompait. Si les tribunaux ont refusé aux héritiers de l'auteur le droit d'empêcher une publication inoffensive pour la mémoire de ce dernier, c'est seulement dans les cas où l'auteur avait entendu dépouiller ses héritiers de la propriété littéraire de ses lettres.

### Transmissibilité du droit moral aux « exécuteurs testamentaires »

Les auteurs ont assez fréquemment pour héritiers des personnes qu'ils considèrent sinon toujours

---

1. *Correspondance de George Sand*, t. IV.

comme indignes, du moins comme incapables de veiller à leur renommée, après leur mort : ils ne veulent pas laisser à ces personnes le soin de surveiller la publication de leurs œuvres déjà parues, ni de publier des œuvres posthumes.

En ce cas, l'auteur peut-il transmettre son droit moral à une sorte d'exécuteur testamentaire ?

La jurisprudence a admis l'affirmative sans distinguer les lettres missives des autres écrits.

Par actes des 28 et 30 décembre 1853, Lamennais avait pris les dispositions testamentaires suivantes : « Tous mes papiers (1) autres que ceux d'affaire seront remis à M. Emile Forgues,... m'en rapportant à lui pour le choix de ce qui devra en être publié, aussi bien que pour l'époque de cette publication, concernant laquelle mes intentions lui sont d'ailleurs connues. J'entends que des bénéfices qui pourront résulter de la publication de ces papiers, la moitié appartienne à ma petite nièce, Mlle Augustine de Kertangui, à moins qu'elle ne se fasse religieuse, auquel cas le présent legs retournerait à sa mère. Quelle que soit celle des deux qui se trouve légataire, elle *n'aura le droit d'intervenir en rien de ce qui concernera ladite publication*, ni d'exiger de M. Emile Forgues, aucune justification du produit. »

---

1. Ils comprenaient 4 liasses de correspondance. Pataille 57-280.

Au procès qui s'éleva à la suite de ce testament, on ne constesta pas à Lamennais le droit de transmettre l'intégralité de son droit moral à une personne de son choix, à l'exclusion de toute autre. Il s'agissait seulement de savoir si certaines parties de sa correspondance échappaient à cette transmission.

En matière de lettres missives, il y a eu d'autres exemples de transmission du droit moral à une personne de confiance autre que les héritiers : George Sand prescrivit dans une lettre à Aucante du 10 mars 1864 que sa correspondance avec Alfred de Musset fût publiée dans des conditions qu'elle déterminait, et que, « la publication faite, les lettres autographes fussent déposées, pour y rester à tout jamais, soit à la Bibliothèque Impériale, soit dans telles autres archives publiques, qu'il plairait à Aucante de choisir (1) ».

On peut citer encore le cas du baron de Chapuys-Montlaville qui légua ses papiers et lettres intimes à un M. Guillaibert en le chargeant d'en faire l'usage qu'il croirait utile à sa mémoire et à celle de son fils. M. de Chapuys-Montlaville laissait un petit-fils mineur (2).

Quelle est la nature juridique de cette transmission du droit moral à une manière d'exécuteur testamentaire ? Y a-t-il là un mandat ?

---

1. D. 98.2.358.

2. D. 71.2.221.

On se souvient de l'acte par lequel Mme Récamier remit à Louise Collet une collection de lettres de Benjamin Constant, pour les publier de la manière la plus convenable à la mémoire de ce dernier. Mme Récamier avait nettement spécifié que cette publication ne pourrait être faite qu'après sa mort.

Le tribunal civil de la Seine estima que cette disposition ne pouvait être considérée comme un mandat, car « le décès de la mandante y aurait mis un terme » (1).

La Cour de Paris, sous la présidence de Troplong, jugea au contraire que cet acte présentait les caractères d'un mandat ; que « ce mandat était revêtu des conditions nécessaires pour sa validité extérieure ; qu'enfin ce mandat, expression d'une dernière résolution de la veuve Récamier, n'avait pas été révoqué par son décès ; qu'il s'agissait d'un de ces mandats spécialement donnés pour être exécutés après la mort du mandant ; que cette condition, reconnue comme valable par la jurisprudence de tous les temps, faisait exception au paragraphe 3 de l'article 2.003 du Code civil ».

Sans doute, on peut dire que dans le cas qui nous occupe il ne s'agissait pas d'une transmission du droit moral puisque la destinataire n'était pas elle-même titulaire de ce droit. Mais l'intention de

---

1. D. 51.2.1 ; S. 50.2.625.

Mme Récamier était très voisine de celle d'un véritable auteur. Et l'on peut raisonner, en l'espèce, comme s'il s'agissait d'une transmission de droit moral effectuée par l'auteur lui-même.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait admettre que la transmission du droit moral à une sorte d'exécuteur testamentaire constitue un mandat. Dans notre droit, le mandataire est une personne qui représente le mandant. Son rôle consiste à accomplir au nom du mandant un ou plusieurs actes juridiques. Il n'y a pas mandat, au sens actuel du mot, quand une personne en charge une autre d'exécuter des faits matériels. On ne peut donc considérer comme un mandat, juridiquement parlant, la mission dont l'auteur d'un écrit quelconque (lettres ou autres) charge une personne de confiance, afin d'assurer après sa mort la protection de sa mémoire et de sa renommée.

En tout cas, personne n'a émis l'avis que l'auteur ne pouvait pas transmettre son droit moral à une personne de confiance, à l'exclusion de ses héritiers.

\*  
\*   \*

Si l'auteur prévoit le cas où cette personne de confiance mourrait avant d'avoir accompli son rôle, peut-on lui reconnaître le droit de désigner d'avance une seconde personne qui se substituerait, le cas échéant, à la première ?

Lamennais avait ajouté au testament cité plus haut, la clause suivante : « Dans le cas où M. Emile Forgues viendrait à décéder avant que la publication mentionnée ci-dessus fût ou commencée ou terminée, lesdits papiers que je lui lègue par le présent seront remis à M. Adrien-Benoît Champy qui en deviendra légataire et en disposera au même titre que M. Forgues. »

Nous avons vu que le legs conditionnel des droits pécuniaires d'auteur, ainsi fait à M. Champy, était valable. Il en est évidemment de même du legs du droit moral.

Que décider, si le défunt n'a désigné qu'une seule personne pour surveiller la publication de ses œuvres posthumes (lettres ou autres), au cas où cette personne prétend se substituer une autre personne dans l'exercice de sa mission ? Cette substitution est-elle possible ? Le droit moral passe-t-il au substitué ou revient-il aux héritiers du sang ?

C'est en faveur de ceux-ci que le tribunal civil de la Seine a tranché la question dans l'affaire des œuvres de Michelet (1).

---

1. Pataille, 1875-1885.

---

## CHAPITRE II

---

### PROTECTION DE L'AUTEUR DE LETTRES MISSIVES PAR LE PRINCIPE DE L'INVIOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES

\*  
\*   \*

Le principe traditionnel et incontesté de l'inviolabilité du secret des lettres ne s'applique qu'aux lettres confidentielles.

Dans ces limites, il a puissamment aidé à la protection des auteurs de lettres missives, surtout au temps où la jurisprudence hésitait encore à reconnaître le droit de propriété littéraire aux auteurs d'écrits de ce genre.

Voyons comment l'application de ce principe par la jurisprudence a servi à protéger le droit exclusif de publication qui appartient, en règle générale, à l'auteur de lettres missives.

La Cour de Paris jugea, le 10 décembre 1850, que toute lettre *confidentielle* contenait virtuellement la condition qu'elle ne pourrait être publiée sans le consentement de son auteur ou de ses héritiers ; et

que cette règle ne recevait pas d'exception alors même que l'auteur aurait rempli un rôle public (1).

Le tribunal civil de la Seine, le 2 décembre 1864, adopta lui aussi cette manière de voir.

Plus tard, lors des débats relatifs aux lettres de Sainte-Beuve, le substitut Rau déclara : « La renonciation de l'auteur à son droit de propriété littéraire ne modifie en rien les règles relatives au secret des correspondances privées, de telle sorte que le possesseur d'une lettre sera toujours tenu, avant de livrer cet écrit au public, d'obtenir une autorisation du signataire de la missive ou de ses héritiers qui pourront profiter de la situation pour se faire concéder des avantages pécuniaires. »

Le tribunal civil de la Seine s'inspira de ces idées ; et le 20 juin 1883, après avoir déclaré que le droit de propriété littéraire pouvait être abandonné au destinataire par l'auteur de la lettre, il ajouta : « Il incombe seulement au destinataire de prendre l'assentiment des successeurs de l'écrivain qui peuvent s'opposer à la divulgation des lettres pour

---

1. La Cour de Paris déduisit en outre du principe de l'inviolabilité du secret des lettres missives la conséquence suivante : celui à qui des copies de lettres confidentielles ont été remises par la personne à qui elles avaient été adressées, pour les publier après le décès de celle-ci, doit, sur l'opposition à la publication de la part des héritiers de l'auteur et de ceux de la destinataire et alors que la publication est ainsi devenue impossible, en faire la remise aux héritiers de la personne de qui il les tient.

des raisons de convenance tirées de leur nature confidentielle. »

Dans le même sens, le tribunal correctionnel de la Seine, le 17 décembre 1900, après avoir déclaré que chacun était en droit de publier des lettres manuscrites, alors que celui dont elles émanaient n'avait entendu se réserver aucun droit sur la substance littéraire de sa correspondance, ajouta : « Il y a lieu seulement pour celui qui veut les publier, de prendre préalablement l'assentiment des héritiers de l'écrivain, qui peuvent, pour des raisons de convenance ou autres, s'opposer à la publication. »

Si un préjudice matériel ou moral est porté par la publication de lettres missives, à l'auteur de ces lettres ou à ses ayants cause, quelle action ceux-ci ont-ils pour faire réparer le dommage qui leur est causé ? — Il n'y a pas à distinguer entre le cas où le préjudice résulte de la non-observation du principe de l'inviolabilité du secret des lettres, ou de tout autre fait (1). L'auteur ou ses ayants cause ont à leur disposition l'action en dommages-intérêts de l'article 1382 (2).

\*  
\*   \*  
\*

Les auteurs de lettres confidentielles n'ont-ils pas,

---

1. Jardel, *loc. cit.*

2. Pouillet, *op. cit.*, n° 392; Couhin, *op. cit.*, t. II, n° 515-516; Rousseau, *Des Lettres missives*, n° 16.

en dehors du droit de propriété littéraire, un droit plus énergique que celui qui résulte pour eux du principe de l'inviolabilité ?

Il a été jugé, en effet, par la Cour d'Orléans, le 29 juillet 1896 (1), que les lettres confidentielles doivent être rendues à leurs auteurs à la mort du destinataire et que les héritiers de celui-ci n'ont aucun droit sur elles. Mais cette solution est contestée pour le cas où l'auteur n'a pas manifesté sa volonté à cet égard.

Un annotateur de cet arrêt a estimé que la théorie de l'intransmissibilité des lettres confidentielles devait être repoussée (2). Son principal argument est que cette doctrine conduit, en pratique, à des conséquences inacceptables : « Sous prétexte de rentrer en possession de lettres confidentielles, le revendeur pourrait reprendre une correspondance constituant un titre contre lui. »

La Cour de cassation a évité de se prononcer sur la question (3).

Mais si l'auteur a nettement exprimé, dans sa lettre, sa volonté qu'elle lui fût restituée ou qu'elle fût détruite ou qu'elle lui fût retour au décès du destinataire, c'est cette volonté qui doit être respectée.

---

1. D. 97.2.209; S. 96.2.248.

2. En ce sens Rousseau, *Traité de la corresp. par lettres miss.*, n° 12; Hanssens, *Du secret des lettres*, n°s 194 s.

3. Req., 9 juillet 1881 (D. 82.1.73).



## QUATRIÈME PARTIE

### Situation des tiers vis-à-vis de l'auteur de lettres missives

---

#### I. — Des tiers en général

La publication d'une correspondance n'est pas susceptible uniquement de nuire aux intérêts de l'expéditeur ou du destinataire. D'autres personnages, des tiers peuvent en éprouver un dommage. Quel est leur droit ?

Que le préjudice causé soit matériel ou moral, ces tiers jouissent de l'action en dommages-intérêts de l'article 1382. Ce n'est pas douteux ; et un jugement y a fait allusion (1). Ils peuvent réclamer la suppression des passages qui leur sont préjudiciables.

\* \* \*

#### II. — Des créanciers

Il existe une catégorie de tiers dont la situation mérite particulièrement d'être étudiée : ce sont les

---

1. Seine, 20 juin 1883 (Pataille, 1887.108).

créanciers des titulaires du droit d'auteur ou des détenteurs de lettres missives.

Deux cas sont à considérer suivant que l'auteur a ou n'a pas encore publié sa correspondance.

*Première hypothèse.* — Un auteur a traité avec un éditeur.

S'il a cédé la totalité de son droit pour une somme déterminée, ses créanciers peuvent faire saisie-arrêt du prix de cession entre les mains du cessionnaire.

Si ce dernier doit s'acquitter au moyen de tantièmes, il n'est pas douteux que les créanciers de l'auteur peuvent faire saisir les tantièmes entre les mains de l'éditeur.

*Deuxième hypothèse.* — L'auteur n'a jamais publié sa correspondance. En ce cas, les créanciers peuvent-ils saisir et faire vendre le droit d'auteur ? Peuvent-ils publier une œuvre malgré son auteur ? Tout le monde est d'accord pour le nier. Ici, la saisie est impossible (1).

Un arrêt de la Cour de Dijon s'est exprimé sur la question, en des termes particulièrement heureux (2) : « La pensée, alors même qu'elle est fixée par écrit, reste la propriété personnelle et exclusive de celui

---

1. D'après Gény (*op. cit.*, t. II, p. 312 ss.), il y aurait là une application de l'article 1166 C. civ. en vertu duquel les créanciers ne peuvent pas exercer les droits et actions exclusivement attachés à la personne de leur débiteur. Cette opinion nous paraît inexacte, car l'article 1166 ne vise que les droits patrimoniaux.

2. Dijon, 18 février 1870 (D. 71.2.221 ; S. 70.2.212).

qui l'a produite, et elle ne prend la nature des biens régis par l'article 2.093 C. Nap. (1), que dans le cas où son auteur, par un acte de sa volonté, l'a dépouillée de son caractère intime pour la livrer à la publicité et la faire entrer dans la circulation commerciale ; ainsi, le manuscrit d'un auteur, resté en sa possession, demeure sa chose propre, et nul autre que lui n'est juge de la question de savoir si le manuscrit représente sa pensée actuelle, s'il a reçu sa forme définitive et s'il doit devenir public à une époque quelconque. »

Et la Cour ajoutait : « Même l'envoi à un tiers de lettres privées, en donnant au destinataire le droit de les conserver, ne l'autorise pas à les livrer à la publicité sans le consentement de celui qui les a écrites, et ne permet, ni à lui, ni à ses créanciers, d'en tirer sans ce consentement un profit pécuniaire. »

La jurisprudence et la doctrine sont unanimes à refuser aux créanciers le droit de saisir et de publier les manuscrits qui sont l'œuvre de leur débiteur, et cela même après son décès (2).

A plus forte raison, les créanciers du destinataire ne sauraient-ils avoir ce droit, eux dont le débiteur n'est pas un propriétaire ordinaire, mais bien à cer-

---

1. 2.093 civ. : « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers. »

2. Voir *Répert. alphab.* Dalloz, v<sup>o</sup> Prop. litt. et artist., n<sup>o</sup> 319.

tains égards un dépositaire. Et c'est ce qu'a décidé l'arrêt ci-dessus.

Ainsi, tant que l'auteur d'une correspondance ou celui auquel il a transmis son droit moral sur cette correspondance persiste à la soustraire à la connaissance du public, les lettres intimes qui la composent doivent être considérées comme choses sans valeur vénale (1) et par suite échappent au droit de gage général des créanciers.

Le legs de cette correspondance doit donc recevoir son exécution, même dans le cas où la succession est obérée ; sauf aux créanciers, si plus tard ladite correspondance venait à prendre une valeur commerciale par la publication qu'en ferait le légataire, à revendiquer les profits de cette publication jusqu'à parfait paiement de ce qui leur resterait dû par la succession.

---

1. Arrêt ci-dessus.

---

## APPENDICE

---

### LES LETTRES MISSIVES ENVISAGÉES COMME AUTOGRAPHES

Nous avons vu que le destinataire de lettres missives avait le droit de les conserver (1) et même d'en refuser la communication à l'auteur. A-t-il encore, le droit de les céder comme autographes ? Un jugement rendu en 1904 par le tribunal civil de la Seine lui a reconnu ce droit (2). Une note du *Recueil Dalloz* ne met pas ce droit en doute (3).

Mais il nous paraît, — puisqu'on refuse au destinataire le droit de publier, en vertu de sa seule volonté, le texte des lettres dont il est détenteur, — qu'un motif semblable existe pour lui faire interdire de considérer ces lettres elles-mêmes comme chose vénale, d'en trafiquer à prix d'argent, de les jeter dans le commerce à titre d'autographes : « Qui donc,

---

1. Trib. de la Seine, 20 mai 1904; *Le Droit* du 21 mai 1904. — Cour de Dijon, 18 février 1870 (D. 71.2.221 ; S. 70.2.212).

2. Voir *Le Droit* du 21 mai 1904.

3. Sous Bordeaux, 2 août 1882 (D. 84.2.59).

s'écriait en 1869 l'avocat général Merveilleux-Duvignaux, qui donc, en agissant ainsi, ne sentirait pas qu'il s'écarte de la convention tacite formée entre correspondants, et qu'il se rend coupable d'une sorte d'abus de confiance, contre lequel la loi restera souvent impuissante, mais que, du moins, l'honneur réproouve. »

\* \* \*

Des lettres missives susceptibles d'acquérir une valeur vénale comme autographes, peuvent-elles être vendues à la requête des créanciers du possesseur de cette correspondance ou de la succession de celui-ci ? — Non, lorsque ces lettres ont un caractère confidentiel et qu'elles constituent pour le possesseur ou son héritier un souvenir de famille tout personnel (1).

Voici en quelle espèce cette question s'est posée. Il s'agissait de la succession du sieur de Chanterenne père. Les demoiselles Ménard créancières et légataires de la succession actionnèrent de Chanterenne fils devant le tribunal civil d'Angers, pour voir dire que les papiers provenant de la duchesse d'Angoulême (et entre autres les lettres adressées par celle-ci à la mère de Chanterenne père) seraient compris dans

---

1. Ainsi jugé, Angers, 4 février 1869 (D. 69.2.139; S. 69.2.290).

l'actif de la succession et vendus aux enchères, pour le prix être employé à l'acquittement des dettes.

De Chanterenne fils prétendit que ces papiers n'ayant qu'une valeur d'affection, ne pouvaient pas être compris dans l'actif de la succession et devaient lui être attribués en dehors de toute liquidation.

Le tribunal d'Angers jugea que tous les papiers, sans distinction, devaient être compris dans l'actif de la succession.

Le sieur de Chanterenne fils fit appel.

Devant la Cour d'Angers, l'avocat général Merveilleux-Duvignaux soutint la thèse suivante : « Une lettre n'est pas, dans la main ou dans la succession du destinataire, une valeur dont les créanciers puissent s'emparer. Les lettres de Mme la duchesse d'Angoulême à Mme de Chanterenne doivent nécessairement être distraites de la catégorie des objets à mettre en vente. Elles ne constituent pas une partie de la succession proprement dite ; et malgré sa qualité de simple héritier bénéficiaire, le dernier représentant de la famille de Chanterenne en peut rester dépositaire sans s'obliger *ultra vires* aux charges de l'hérédité. »

La Cour d'Angers adopta ce point de vue : « La Cour : attendu que les lettres qui attestant la vive reconnaissance et le tendre attachement de la princesse pour la dame de Chanterenne, ont un caractère confidentiel et constituent pour la famille aujourd'hui

représentée par de Chanterenne fils, des souvenirs honorables et précieux, d'un intérêt considérable mais tout personnel ;... dit que les lettres autographes de Mme la duchesse d'Angoulême, seront distraites de l'actif et remises à de Chanterenne fils. »

---

## CONCLUSION

---

L'histoire de la jurisprudence concernant la propriété littéraire des lettres missives se résume en une évolution marquée par la reconnaissance de plus en plus nette des droits de l'auteur.

Aujourd'hui, la jurisprudence et la doctrine sont unanimes à décider que la propriété littéraire des lettres missives appartient à leur auteur pendant sa vie, à ses héritiers cinquante ans après sa mort.

Le destinataire ne jouit des droits d'auteur que s'il y a eu chez l'auteur volonté évidente de s'en dessaisir au profit de son correspondant.

Mais nous avons vu que diverses personnes pouvaient avoir sur une même correspondance des droits si opposés que seule leur entente rendait possible sa publication. Le litige naîtra, en général entre l'auteur ou ses héritiers qui ont le droit de publication, d'une part, et le destinataire ou ses héritiers qui ont le droit de conserver les lettres, d'autre part.

Si l'auteur n'a pas gardé copie de sa correspondance, le refus de la rendre, de la part du destinataire, l'empêche de la publier. Cette situation réciproque des parties est favorable à une transaction

où les adversaires trouveront chacun leur compte. Par exemple, le destinataire rendra les lettres moyennant une part dans les bénéfices de la publication. Un arrangement de ce genre s'est produit pour les lettres de Benjamin Constant.

Considérant que, le plus souvent, l'accord de l'auteur et du destinataire était nécessaire pour qu'une publication de correspondance fût entièrement régulière, le Congrès international des éditeurs réuni à Madrid en mai 1908 émit un vœu en faveur de l'exigence légale de cet accord (1).

\* \* \*

Quoi qu'il en soit, la tendance de plus en plus marquée des tribunaux, en matière de publication de lettres missives a été de rechercher les intentions de l'auteur pour les faire triompher.

Ainsi, la volonté de l'auteur de lettres missives est souveraine maîtresse de leur publication quel que soit le sort qu'aient subi ces lettres après être sorties des mains de leur auteur.

---

1. *Le Droit d'auteur* (Organe du Bureau international de la propriété littéraire, à Berne), 1908, p. 75 et s.

Vu : le Président de la thèse,  
CAPITANT

Vu : le Doyen  
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
P. APPELL

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — PRINCIPAUX OUVRAGES TRAITANT DE NOTRE SUJET

- Renouard*. — Traité des droits d'auteurs dans la littérature, les sciences et les beaux-arts (1838-39).  
*Pouillet*. — Traité de la propriété littéraire et artistique, 1<sup>re</sup> édition, 1879, 3<sup>e</sup> édition refondue et mise au courant par Maillard et Claro, 1908.  
*Gény (F.)*. — Des droits sur les lettres missives, 1911.  
*Jardel (L.)*. — La lettre missive, 1911.

### II. — REVUES SPÉCIALES

- Annales de la propriété littéraire et artistique, dirigées par Pataille.  
« Le Droit d'auteur », organe du Bureau international de la propriété littéraire, sis à Berne.
-

## ABRÉVIATIONS

---

Pataille 87. 108 signifie Annales de la propriété littéraire, année 1887, p. 108.

Pataille 01.246 = année 1901, p. 246.

La lettre D renvoie aux publications Dalloz.

La lettre S, aux publications Sirey.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                           | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....                                                         | 5     |
| § 1 <sup>er</sup> . — De quelles lettres nous entendons nous occuper..... | 5     |
| § 2. — Intérêt de notre sujet.....                                        | 7     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### LES LETTRES MISSIVES SONT-ELLES SUSCEPTIBLES DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

|                                                      |    |
|------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Lois et travaux législatifs..... | 11 |
| CHAPITRE II. — La jurisprudence.....                 | 18 |
| CHAPITRE III. — La doctrine.....                     | 24 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### DANS QUELLE MESURE LA JURISPRUDENCE FAIT-ELLE APPLI- CATION AUX LETTRES MISSIVES DE NOS LOIS SUR LA PRO- PRIÉTÉ LITTÉRAIRE ?

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| PRÉLIMINAIRES. — Les lois sur les droits d'auteur.....                                | 31 |
| CHAPITRE PREMIER. — Cas où le droit d'auteur n'a été<br>l'objet d'aucune cession..... | 33 |
| Section I. — L'auteur des lettres est encore vivant..                                 | 33 |
| P. Glomot                                                                             | 9  |

|                                                                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1 <sup>er</sup> . — Droits certains du destinataire sur la lettre.....                                                                                                                                | 34  |
| § 2. — Le droit de publication est-il un attribut de la propriété de la lettre ?.....                                                                                                                   | 37  |
| § 3. — Examen de la jurisprudence.....                                                                                                                                                                  | 42  |
| A. — Jurisprudence antérieure à 1883.....                                                                                                                                                               | 42  |
| B. — Jurisprudence à partir de 1883.....                                                                                                                                                                | 50  |
| Section II. — L'auteur des lettres est mort.....                                                                                                                                                        | 53  |
| CHAPITRE II. — Cas où le droit d'auteur a été l'objet d'une cession.....                                                                                                                                | 61  |
| Section I. — Qui peut céder son droit de propriété littéraire sur des lettres missives ?.....                                                                                                           | 62  |
| Section II. — Formes de la cession du droit d'auteur sur les lettres missives.....                                                                                                                      | 65  |
| Section III. — Etude de quelques exemples d'actes de cession.....                                                                                                                                       | 77  |
| CHAPITRE III. — Dans quelle mesure les sanctions apportées par le décret de 1793 et les art. 425 à 429 C. pén. à la contrefaçon des « écrits en tout genre » s'appliquent-elles aux lettres missives ?. | 81  |
| A. — Qu'est-ce qui constitue la contrefaçon ?...                                                                                                                                                        | 82  |
| B. — Sanctions de la contrefaçon.....                                                                                                                                                                   | 88  |
| CHAPITRE IV. — De l'obligation du dépôt légal. Application aux lettres missives de l'article 6 du décret du 19 juillet 1793.....                                                                        | 97  |
| CHAPITRE V. — Des œuvres posthumes.....                                                                                                                                                                 | 100 |
| Application aux lettres missives du décret du 1 <sup>er</sup> germinal an XIII (art. 1 <sup>er</sup> ).....                                                                                             | 100 |

## TROISIÈME PARTIE

### DE LA PROTECTION DE L'AUTEUR DE LETTRES MISSIVES EN DEHORS DES LOIS SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Le droit moral de l'auteur de lettres missives..... | 106 |
| Transmissibilité du droit moral aux héritiers du sang.....              | 106 |

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Transmissibilité du droit moral aux « exécuteurs testamentaires » .....                                                 | 110 |
| CHAPITRE II. — Protection de l'auteur de lettres missives par le principe de l'inviolabilité du secret des lettres..... | 116 |

## QUATRIÈME PARTIE

### SITUATION DES TIERS VIS-A-VIS DE L'AUTEUR DE LETTRES MISSIVES

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| APPENDICE. — Les lettres missives envisagées comme autographes ..... | 125 |
| CONCLUSIONS.....                                                     | 129 |





